

Editorial

Le retour des crises majeures ?

par Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM

Sommaire

3
Dossier Stratégique

32
Portrait du mois

37
Livre du mois

38
Ouvrages reçus

39
Actualité

Directeur de publication:
Frédéric Charillon

Rédacteur en chef:
Contre-Amiral
Jean-François Morel

Coordination:
Ruth Bernabé Palanca

Webmestre:
Nicolas Segall

Suivez nous sur



On a beaucoup insisté ces dernières années, à juste titre, sur la fin possible des guerres majeures (J.E. Mueller, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, 1990 ; N. McDonnell, *The End of Major Combat Operations*, 2010 ; F. Ramel (dir.), *La fin des guerres majeures*, 2010). Les situations syrienne et désormais ukrainienne, les tensions en Mer de Chine ou dans la péninsule coréenne, nous amènent à nous interroger aujourd'hui sur le possible retour des crises majeures, au sens de crises internationales interétatiques pouvant dégénérer en conflit. Que nous disent les définitions de sciences sociales sur la notion de crise ? Comment ces définitions nous aident-elles à lire les crises actuelles et à mesurer leur intensité ? Quelles recommandations pour l'action est-il possible d'en tirer ?

La notion de crise renvoie d'abord à l'idée de « perturbation, de dysfonctionnement, dans le fonctionnement normal d'un système », et à celle de « rupture d'équilibre qui provoque une tension » (G. Hermet, B. Badie et al., *Dictionnaire de la science politique*, A. Colin, 1994). Nous savons par ailleurs que les sciences sociales distinguent deux grandes familles de crises : celles qui émanent d'un changement rapide mal vécu par certains acteurs (les crises de modernisation par exemple), et celles qui à l'inverse sont déclenchées par l'immobilisme, lorsque un système politique n'est plus en mesure de répondre aux demandes croissantes qui lui sont adressées. Dans les deux cas, la crise est la définition d'une situation qui ne peut trouver de règlement que par une modification définitive du système, le retour à l'équilibre antérieur étant devenu impossible. Entre ces deux approches, nous trouvons la théorie de la frustration relative (animée par Robert K. Merton, ou en France par Raymond Boudon, mais particulièrement intéressante chez Ted Gur, *Why Men Rebel*, 1970), qui voit poin-

dre la crise lorsque un écart négatif se fait jour « entre ce qu'un [acteur] se considère comme en droit d'attendre [de la société dans laquelle il vit], et ce qu'il reçoit effectivement ». Plus porté vers l'analyse des sociétés internes, Lucian Pye (entre autres *Aspects of Political Development*, 1966) évoquait quant à lui cinq idéal-types de crises : a) la crise d'identité (disparition des valeurs et symboles qui ont forgé une identité commune) ; b) la crise de légitimité (lorsqu'un système ne fait plus autorité car n'est plus légitime) ; c) la crise de participation (qui peut occasionner la sortie du politique et le passage à la violence) ; d) la crise de distribution (des ressources et des pouvoirs au sein d'une société) ; e) la crise de pénétration, ou résistance au renforcement de l'interventionnisme de l'autorité centrale.

Réconcilier ces analyses sociologiques avec les analyses internationales s'avère hautement utile. En redécouvrant les mécanismes sociaux (intégration, exclusion, frustration, reconnaissance...) dans une communauté internationale devenue société mondiale, en sortant du seul rapport de force militaire ou économique pour réintégrer les valeurs, les symboliques ou les aspirations des acteurs, en admettant l'idée que les Etats eux-mêmes sont perméables à ces processus, nous découvrons des hypothèses de travail que la seule approche par le rapport de force entre monstres froids, la théorie des jeux ou le paradigme de l'acteur rationnel, ne permettaient pas d'appréhender. Admettons un instant que les cinq types de crise de Lucian Pye soient réunis avec une force particulière en 2014, que la frustration relative de Ted Gurr soit à l'œuvre et explique « why states rebel » ; qu'en effet, le retour à l'équilibre antérieur soit devenu impossible dans un système international qui ne

permet plus de répondre aux attentes qui lui sont adressées. Nous avons alors des relations internationales marquées par : a) une mondialisation perçue comme destructrice d'identité et non comme rapprochant les peuples (crise d'identité) ; b) des institutions internationales perçues comme armes de domination des plus puissants et non comme organes d'aide ou de régulation (crise de légitimité) ; c) des acteurs qui estiment dès lors qu'il est plus rémunérateur politiquement de braver cette mondialisation et ces institutions, plutôt que d'en accepter les règles (crise de participation) ; d) une stratégie de sortie du politique d'autant plus populaire que la loyauté vis-à-vis de ces règles, « thérapies de choc » ou autres processus de paix n'avaient pas apporté d'améliorations visibles (crise de distribution), voire a été ressentie comme humiliante (B. Badie, *Le temps des humiliés*, 2014) ; e) d'où une résistance accrue aux autorités mondiales autoproclamées ou aux acteurs qui se réclament du droit international, d'une règle globale, ou d'un consensus (crise de pénétration). Nous voyons là le boulevard qui s'ouvre pour le populisme, la provocation, la démonstration de « virilité internationale », comme réponses à un sentiment de frustration relative (ou sentiment de ne pas se voir accorder le statut, ou le traitement, qui nous reviendrait de droit). En d'autres termes, le contexte international, lu au prisme d'une approche plus sociologique, s'avère hautement propice à de nouvelles crises majeures : la perception d'un manque d'intégration ou de reconnaissance de la part de plusieurs populations mais aussi de la part de plusieurs Etats, favorise le jusqu'aboutisme. La nouveauté étant que ce mécanisme que l'on connaissait sur le plan interne (le processus révolutionnaire), et qui explique encore plusieurs soulèvements récents (arabes entre autres), se transfère désormais sur le plan international. Braver le consensus occidental, sa rhétorique ou ses relais (ou tout ce qui est ressenti comme tel), peut apparaître hautement rémunérateur, avant-hier pour les leaders du Sud (de Nehru à Nasser), hier pour Hugo Chavez ou Hassan Nasrallah, aujourd'hui pour Vladimir Poutine. D'autant plus que les acteurs garants de ce consensus sont perçus (sans doute un peu vite) comme en déclin : le jeu consiste donc à tenter de démontrer leur faiblesse face à la détermination de la force brute. George Bush senior avait vu, après l'invasion du Koweït en 1990, l'urgence qu'il y avait à répondre immédiatement à cette déviance par la construction d'un semblant de consensus international appuyé sur une détermination diplomatique et une démonstration de sa force. L'affaire est beaucoup plus compliquée désormais, comme la situation ukrainienne le montre après la Syrie.

Plusieurs prises de conscience s'imposent pour éviter les scénarios du pire. En premier lieu, admettre l'existence de ces mécanismes sociologiques décrits plus haut : Vladimir Poutine n'est pas un simple « joueur d'échecs » isolé dans un jeu de stratégie entre confrères, comme pouvaient l'être les puissants au Congrès de Vienne en 1815. Il est à la tête d'une société toujours choquée par sa perte de statut de superpuissance de 1991, et sa gestion brutale de la crise ukrainienne (après la crise géorgienne), lui vaut une popularité record dans son pays. Toute sortie de crise en Ukraine passe nécessairement par la capacité à s'adresser à cette société russe, comme à toute société tentée par le discours de sortie de consensus. Il s'agit donc, ensuite, de traiter pleinement cette dimension sociale (sorte d'« approche globale » diplomatique), en proposant à la société qui a à sa tête un fauteur de trouble, davantage d'intégration et de reconnaissance, et non pas la promesse de plus d'isolement, de moins de reconnaissance encore.

Enfin, il s'agit de faire en sorte que la sortie du politique ne soit pas payante, ce qu'il n'est pas facile d'appliquer sans entrer en contradiction avec le point précédent. Promettre à une société de retrouver toute la place qui est la sienne dans le monde et dans l'Histoire, s'avère toujours plus payant que de menacer de « punir, ignorer ou [au mieux] pardonner » (comme on le promettait respectivement à la France, l'Allemagne et la Russie après la crise irakienne de 2003). Mais laisser impunie la transgression de principes fondamentaux de stabilité, s'avère dangereux dans tout ce que cela envoie comme signal de faiblesse et dans tout ce que cela engendre comme perte de crédibilité. Nous voyons, dans l'affaire ukrainienne encore, à quel point la marge de manœuvre est étroite. Les Etats-Unis et leurs alliés européens tentent d'opposer au fait accompli militaire russe une contrainte globale resserrée des règles de la société mondiale, qui rendraient désormais ce type de pratique trop coûteuse politiquement et économiquement. Selon que cette tentative (et sa détermination collective) réussira ou pas, la politique menée par Vladimir Poutine en Ukraine apparaîtra comme une provocation d'un autre âge, ou au contraire préfigurera le retour des crises majeures faites d'un cocktail explosif : préemption territoriale par la force, retour des sphères d'influence, politique des nationalités (dont la protection incombe à la « mère patrie »).

Frédéric Charillon

Dossier stratégique

Dossier stratégique :

Bilan Stratégique 2013



AVERTISSEMENT: Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs. Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense, ou d'une autre institution.

Editorial: Bilan stratégique 2013

Contre-amiral Jean-François Morel

Monde arabe : panorama

Adlene Mohammedi

La dialectique cloisonnement-décloisonnement au cœur de la crise syrienne

Adlene Mohammedi

« Après l'élection de Rohani en juin 2013 : vers un retour de l'Iran dans le « concert des nations » ? »

Clément Therme

Mali : le “smart power” enfin en action?

Général de division (2S) Maurice de Langlois

Etats-Unis – Moyen-Orient : la rupture

Maya Kandel

Les révoltes arabes : réorientations et effets à long terme

Flavien Bourrat

Vers un Moyen-Orient à géométrie variable

Pierre Razoux

Affaire Snowden, quels impacts stratégiques ?

Alix Desforges et Vincent Joubert

Editorial: bilan stratégique 2013

Par le Contre-amiral Jean-François Morel, secrétaire général de l'IRSEM

A peine l'année 2013 s'est-elle terminée, que les événements de ce premier trimestre 2014, sur les bords de la mer Noire, interrogent jusqu'aux postures de défense en Europe, y compris dans le cadre des organisations internationales. Nous ne sommes sans doute pas au bout de nos surprises stratégiques.

Parallèlement à ces événements dans le temps court, l'IRSEM a cherché à jeter un regard en perspective sur certains aspects spécifiques de la conflictualité aujourd'hui, qui devraient continuer à peser durant les mois qui viennent.

Le Proche et le Moyen-Orient y tiennent évidemment une place importante, entre les mouvements de fond qui animent le monde arabe, la conflictualité au sein même de l'islam et les inflexions stratégiques américaines, en particulier. Si devant l'inextricable complexité des questions orientales, on pourrait être tenté de rechercher une forme de *containment*, ce serait gravement oublier que les abcès de fixation comme la crise syrienne, le conflit israélo-palestinien et la situation irakienne portent en germe d'éventuels effets dévastateurs pour la sécurité internationale.

En Afrique, l'Union européenne, dont l'action est considérable en termes d'aide au développement, a réorienté son action en 2013, notamment dans les domaines du renforcement des capacités de défense, de l'État de droit et de la gouvernance, incluant la prévention de la radicalisation et le dialogue entre acteurs religieux. Pourtant, la mobilisation de forces européennes demeure toujours aussi difficile sur le continent africain pour des missions de maintien de la paix. Le *Smart Power*, compris comme le développement d'une stratégie intégrée qui s'appuie à la fois sur le *Hard Power* et le *Soft Power*, peut-il vraiment s'incarner dans une action européenne en Afrique ?

Aux espaces géographiques se superposent aujourd'hui les « espaces communs » qui ne sont l'objet d'aucune propriété d'État mais qui représentent un enjeu croissant de passage des flux mondialisés, par exemple de marchandises dans les espaces maritimes internationaux, d'observation dans le domaine spatial ou d'information dans le cyberspace. Simultanément, d'autres enjeux apparaissent au grand jour pour le citoyen lui-même et pour le fonctionnement de la société : ces questions ont aussi un impact stratégique qui doit être apprécié.

Les auteurs de ces mises en perspective stratégique sont des chercheurs de l'IRSEM et des « jeunes chercheurs » de son vivier qu'il soutient ou a soutenu. Ceux-ci complètent régulièrement la recherche résidente dans ce type de travaux coordonnés. Nul doute que les mois qui viennent donneront aussi de nombreuses opportunités de coopération de la recherche résidente de l'IRSEM avec la jeune génération.

Dossier stratégique

Monde arabe : panorama*Par Adlene Mohammedi*

Nous ne ferons pas de bilan hâtif de ce que beaucoup de commentateurs ont appelé le « printemps arabe ». Moins ambitieuse, notre entreprise ici consistera à apporter quelques éléments d'analyse concernant la situation dans un certain nombre de pays arabes : trois pays du Maghreb (le Maroc, l'Algérie et la Tunisie) et trois pays du Moyen-Orient (l'Égypte, la Syrie et le Liban).

Le Maroc

De tous les partis dits « islamistes », ou « islamistes modérés », celui qui semble s'en sortir le mieux est bien le Parti de la justice et du développement (PJD) marocain. Partageant le nom et l'idéologie de l'AKP turc, le PJD semble pour l'instant réussir à se maintenir dans une situation délicate mais moins inconfortable. Dans un pays où la légitimité monarchique du roi Mohammed VI coexiste avec la légitimité démocratique du chef du gouvernement Abdelilah Benkirane, le PJD a néanmoins connu quelques difficultés. Après avoir accusé les précédents gouvernements de lui avoir légué une situation chaotique, le chef du gouvernement marocain a subi une sorte de « séance de la Flagellation » lors du discours du trône. Un discours du trône à la fois virulent à l'égard de l'Algérie sur la question du Sahara occidental et sévère vis-à-vis du chef du gouvernement concernant l'héritage des précédents gouvernements. Si Benkirane se flatte d'un « bilan positif » après deux années à la tête du gouvernement, il doit notamment faire face à une fronde interne, résultat des concessions qu'il a dû faire aux libéraux lors de la formation du nouveau gouvernement. Au-delà de ces questions politiciennes, le Maroc fait face à deux défis majeurs : une pauvreté structurelle et des relations conflictuelles avec l'Algérie. Alors que la « dignité pour tous » était l'une des grandes revendications du Mouvement du 20 Février (20 février 2011), des voix s'élèvent contre un budget alloué à la monarchie en hausse, dépassant celui de plusieurs ministères. Avec l'Algérie, la question du Sahara occidental n'en finit pas d'alimenter les tensions. Le 30 octobre dernier, Rabat est allée jusqu'à rappeler son ambassadeur. La pauvreté chronique, les relations avec le voisin algérien –notamment dans le cadre de la question sahraouie – et la capacité du PJD à coexister aussi bien avec le roi qu'avec les libéraux constitueront les grands défis de l'année qui vient.

L'Algérie

L'Algérie vit une insondable torpeur préélectorale. Un peu plus de trois mois avant les élections présidentielles, le débat politique n'est toujours pas véritablement lancé. Un an après la nomination du nouveau Premier ministre Abdelmalek Sellal, et alors que la santé du président Abdelaziz Bouteflika semble particulièrement fragile, le pays attend la prochaine échéance électorale dans un mélange de passivité et de pénombre. En d'autres termes, ni enthousiasme ni offre politique enthousiasmante. Les deux partis politiques au pouvoir, à savoir le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND), ont réitéré leur soutien au président, le premier allant jusqu'à le soutenir pour un improbable quatrième mandat. Avec internet, la multiplication des journaux et des chaînes de télévision privées, la parole semble pourtant s'être libérée. Un certain nombre de jeunes se sont permis le luxe, cet été en Kabylie, d'organiser un « déjeuner républicain » en plein Ramadan. Leur porte-parole est allée jusqu'à se déclarer « non-jeûneuse » à la télévision. Situation tout à fait improbable il y a quelques années. Néanmoins, ce petit vent de liberté ne saurait faire oublier une islamisation indéniable de la société. Une omniprésence de l'islam (dans le discours, à la télévision, dans la rue ...) sur laquelle comptent bien s'appuyer les islamistes lors des prochaines élections, malgré un relatif échec aux dernières législatives. Entre un traumatisme lié à la guerre civile souvent évoqué et cette réalité sociologique, quatre hypothèses quant au climat politique dans les prochains mois sont envisageables : une absence totale de débat et une élection, voire une réélection, discrète ; une instrumentalisation croissante du fait religieux pour flatter une grande partie de la population qui peut y être sensible ; un débat qui dépasserait les considérations religieuses pour se concentrer notamment sur de nécessaires réformes à la fois politiques et économiques ; un débat autour du bilan du prési-

Dossier stratégique

dent Bouteflika. Si les deux dernières hypothèses l'emportent sur les deux premières, alors l'Algérie aura réussi le pari inouï de la transition démocratique. Pour l'instant, la première hypothèse demeure la plus probable.

La Tunisie

En Tunisie, les islamistes d'*Ennahda* font profil bas. Après l'alliance –souvent conflictuelle– avec le président Marzouki, sorte de garant d'une vague et relative laïcité, le parti vient de franchir un nouveau pas en cédant la tête du gouvernement à une personnalité a priori indépendante en attendant l'organisation de nouvelles élections. L'issue des Frères musulmans en Egypte pousse en effet à la plus grande parcimonie. La position des islamistes tunisiens était inconfortable à plus d'un titre. Ce qui pouvait apparaître comme un terreau favorable à leur ascension a fini par leur être préjudiciable : une population largement islamisée dont une frange qui s'est radicalisée. Cet islamisme rampant, qui avait largement gagné du terrain sous Ben Ali, a trouvé deux bonnes raisons de s'exprimer. D'un côté, l'élection d'*Ennahda* lui a donné une légitimité interne. De l'autre, la crise syrienne a révélé dans la population tunisienne un contingent inespéré d'apprentis « djihadistes ». *Ennahda* s'est retrouvée confrontée à un engrenage qui allait la fragiliser : une pression « salafiste » radicale allant jusqu'à franchir le pas des assassinats politiques et exacerbant une contestation anti-islamiste. Ce moment de transition en attendant la nouvelle constitution et les prochaines élections est un moment de répit bienvenu. Cependant, trois problèmes majeurs tout à fait liés devront être affrontés : l'économie fragile avec une inquiétante inflation ; l'islam radical et le retour des « djihadistes » en Syrie ; la nécessaire réconciliation nationale.

L'Egypte

L'année 2013 aura été une *annus horribilis* pour les Frères musulmans. Après la gloire et l'élection de Mohamed Morsi, la révolte populaire, le coup d'Etat, puis enfin le statut d'organisation « terroriste ». Plus généralement, tandis que l'islam politique –dit « modéré »– apparaissait comme un modèle acceptable, notamment avec l'exemple de l'AKP en Turquie, il se retrouve aujourd'hui dans une situation délicate. Dans le cas égyptien, quatre facteurs expliquent sa chute : une situation économique chaotique largement héritée de l'ancien régime ; une grande partie de la population décidée à poursuivre la « révolution » ; une armée forte et en grande partie hostile à Morsi ; un soutien international insuffisant. Le renversement des Frères, puis leur répression, furent donc encouragés par un contexte favorable. Lâchés par les Américains, deux acteurs régionaux ont vu d'un mauvais œil le coup d'Etat : le Qatar et la Turquie ; le premier finançant le réseau des Frères musulmans, la seconde considérant celui-ci comme le relais d'une influence régionale retrouvée. Il est en revanche d'autres acteurs régionaux qui ont fortement salué ce coup d'Etat. Si Damas a salué la fin d'un régime qui voulait lui déclarer la guerre, ce sont des pays du Golfe farouchement hostiles aux Frères qui ont apporté le soutien le plus ferme au nouvel homme fort du pays : le général al-Sissi. « Les Frères ignorent les frontières », déclarait il y a plus d'un an le chef de la diplomatie émiratie. Contrairement au Qatar, des pays comme l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis préfèrent largement un régime militaire non-islamiste et stable à un régime islamiste avec le risque de velléités transnationales. Plus prudent et plus pragmatique que le gouvernement des Frères, le général al-Sissi bénéficie du soutien de l'Arabie saoudite dans un contexte difficile. Celui de la guerre contre les groupes « djihadistes », parfois proches d'*al-Qaïda*, établis dans le Sinaï. Outre la proximité avec Riyad, l'Egypte pallie la relative tiédeur américaine en relançant sa coopération militaire avec Moscou. L'agence russe RIA *Novosti* évoque l'achat d'armes russes par l'Egypte susceptible d'atteindre les 4 milliards de dollars, financé par un pays du Golfe. Une politique étrangère plus souple et une guerre interne contre le terrorisme plus ferme semblent être les deux axes privilégiés par le nouveau pouvoir en Egypte.

La Syrie

Le régime syrien est-il en train de gagner la guerre ? A en croire un observateur avisé comme Fabrice Balanche, la réponse est oui. Face à une opposition désorientée, Damas lance une contre-offensive efficace. Pour Fabrice Balanche, c'est une simple question de temps. Le régime, notamment grâce à sa stratégie de « contre-

Dossier stratégique

insurrection », se rétablit lentement. Quels sont les ingrédients de cette stratégie ? Les premiers sont internes : une armée efficace ; une situation économique qui permet encore largement au régime de se maintenir ; la constitution de forces de défense nationale à l'échelle locale ; la capacité à étouffer les insurgés en cloisonnant le territoire (par exemple en encourageant les groupes de combattants kurdes à rendre moins perméable la frontière avec la Turquie) ; la peur inspirée par les groupes de « djihadistes » et les faiblesses intrinsèques de l'opposition syrienne. Les seconds sont externes : le soutien apporté par le Hezbollah libanais, par l'Iran et par la Russie. En ce qui concerne l'opposition syrienne, son existence même en tant que réalité sur le terrain mérite d'être questionnée. En effet, avec la création d'une grande « alliance islamique » qui ne reconnaît pas la Coalition et la prépondérance de groupes souvent proches d'*al-Qaïda* (le front *al-Nosra* ; l'Etat islamique en Irak et au Levant) dont l'agenda semble plus transnational que syrien, il devient difficile d'identifier une continuité quelconque entre une entité politique qu'on appelle la Coalition, une entité militaire qu'on appelle le Conseil militaire suprême et la réalité des forces en présence sur le terrain. C'est dans ce contexte qu'est prévue la conférence de Genève 2 en janvier prochain, initiative largement appuyée par Moscou. Qui participera à cette conférence ? Les Etats-Unis et la Coalition finiront-ils par admettre la présence de l'Iran ? Une partie de « l'alliance islamique » sera-t-elle présente ? Dans le cas contraire, comment lui imposer un quelconque accord ? A quelques semaines de la date prévue, il va de soi que ces interrogations poussent à la plus grande circonspection.

Le Liban

Après la démission du gouvernement Mikati et la prolongation du mandat du Parlement, le Liban vit une période de vide politique inquiétant. A ce vide politique se sont ajoutés un certain nombre d'incidents sécuritaires. Une analyse superficielle du climat politique libanais donne l'impression d'un lien manifeste avec la crise syrienne. Tous les grands acteurs de la vie politique libanaise sont en effet liés à la crise syrienne, aussi bien les ennemis déclarés du régime syrien que ceux qui lui manifestent une certaine bienveillance, tandis que le président Michel Sleiman milite depuis le début du conflit pour la neutralité de son pays : le Courant du Futur de Saad Hariri est accusé d'offrir à Tripoli et à Ersal une base arrière aux rebelles syriens ; le chef druze Walid Joumblatt a tenté de convaincre les druzes de Syrie de combattre le régime syrien ; le chef du Courant patriotique libre (CPL), Michel Aoun, soutient le régime syrien au nom de la sécurité des chrétiens de Syrie et le Hezbollah intervient militairement aux côtés de l'armée régulière sur le sol syrien. Cependant, la crise politique que vit le Liban ne saurait être résumée à sa dimension syrienne. L'opposition classique entre l'alliance du 8 Mars (dite « pro-syrienne » et « pro-iranienne », menée par le Hezbollah et le général Michel Aoun) et l'alliance du 14 Mars (dite « pro-saoudienne » et « pro-occidentale », menée par le clan Hariri) semble geler la vie politique au Liban, avec en filigrane deux risques majeurs : la remise en question du processus de « libanisation » du Hezbollah (son ancrage sur le sol libanais), et l'apparition d'une contestation d'un leadership « sunnite » absent qui s'est manifestée par l'apparition de mouvements « salafistes », comme celui de l'autoproclamé « cheikh » al-Assir, qui est allé jusqu'à affronter l'armée libanaise à Saïda au nom de la revendication récurrente du désarmement du Hezbollah. Malgré tous les discours sur l'indépendance du pays, la formation d'un nouveau gouvernement demeure une question davantage régionale que nationale. Au-delà de la Syrie, ce sont les tensions irano-saoudiennes qui semblent constituer le principal obstacle à la nomination d'un nouveau gouvernement. Le président Michel Sleiman a d'ailleurs rappelé, en préparant son dernier voyage en Arabie saoudite, que l'accord de Riyad (puissance tutélaire du clan Hariri) était nécessaire à la nomination d'un nouveau gouvernement. Entre l'impasse politique et les revendications socio-économiques, la nomination d'un nouveau gouvernement –peut-être d'union nationale– sera le prochain grand défi.

Dossier stratégique

La dialectique cloisonnement-décloisonnement au cœur de la crise syrienne*Par Adlene Mohammedi*

Si les aspects religieux et « civilisationnels » n'ont pas manqué d'être sollicités pour analyser la situation syrienne, l'appréhension du territoire –question géopolitique par excellence– a largement été délaissée. La géopolitique, en tant que discipline balbutiante, est précisément là pour scruter le territoire en tant que donnée centrale d'un conflit. Le géographe français Jean Gottmann (1915-1994), connu pour le concept de « mégalopolis », a aussi fait évoluer la discipline en théorisant la dialectique circulation-iconographie. Ce sont deux forces opposées et complémentaires : la « circulation » qui consiste à déplacer (les hommes, les idées, les marchandises, les capitaux ...) est une force poussant à l'homogénéisation ; l'« iconographie » qui est un moyen d'autodéfense fait de références communes est une force de résistance. La première decloisonne et permet la constitution de réseaux ; la seconde cloisonne et consolide le territoire. Seulement, cette dialectique est loin d'être rigide : le cloisonnement à un niveau donné est souvent le fruit d'un decloisonnement à un autre niveau.

Le territoire est d'autant plus important dans la région du *bilad al-Cham* (grande Syrie) que l'argument géopolitique –l'adjectif étant pris ici au sens idéologique davantage qu'académique– fut brandi dès 1932 par un jeune nationaliste syrien originaire du Mont-Liban, Antoun Saadé, dans le cadre d'un parti politique influent : le Parti syrien national social (PSNS). Dans *La genèse des nations*, il écrit qu'« une nation résulte du mariage d'un groupe d'hommes et d'une terre ». Tout au long du XXe siècle, et jusqu'à aujourd'hui, le territoire en tant que vecteur identitaire sera marginalisé au profit de la langue (le nationalisme arabe) et de la religion (l'islamisme ; le confessionnalisme au Liban).

Analysons le conflit syrien à travers l'angle de la dialectique cloisonnement-décloisonnement. Interrogé par la nouvelle chaîne de télévision panarabe *al-Mayadeen* il y a quelques mois, le représentant syrien auprès des Nations unies, Bachar al-Jaafari, a déclaré que l'arabisme était une sorte de fardeau auquel son pays avait toujours cru. Il a rappelé trois événements pour illustrer l'ouverture de son pays sur le reste du monde arabe : l'accueil réservé à Damas à l'émir algérien Abdelkader au XIXe siècle ; la proclamation par le Congrès national syrien de Fayçal, fils du roi du Hedjaz, roi de Syrie en 1920 ; la création de la République arabe unie avec l'Egypte (1958-1961) et la soumission à l'hégémonie nassérienne. Pour le régime syrien et la partie de la population qui le soutient, l'attitude hostile de la Ligue arabe à quelques exceptions près est de nature à confirmer les doutes sur l'idée d'une quelconque solidarité arabe. Une situation analogue à celle de 1979 : tandis que l'Egypte de Sadate se réconciliait avec Israël, Damas entamait son rapprochement avec la République islamique d'Iran. Damas se retrouve avec ces deux interrogations : est-il opportun de remobiliser la rhétorique sur le nationalisme arabe, fondement idéologique du régime, tandis qu'une partie du monde arabe lui tourne le dos ? Est-il encore possible d'instrumentaliser la question palestinienne, autre fondement idéologique du régime, tandis que le Hamas se désolidarise du régime syrien ? Toute la difficulté réside dans le fait de concilier deux représentations a priori antagonistes : d'un côté, le chaos émanant d'une manipulation externe ; de l'autre, le brandissement d'éléments externes comme facteurs de cohésion interne, à savoir le nationalisme arabe et la question palestinienne.

Cette dialectique semble à la fois plus évidente et plus difficile à saisir concernant l'opposition syrienne. Si on a coutume ici de distinguer acteurs « modérés » et « extrémistes », il serait peut-être plus pertinent de distinguer les acteurs territoriaux des acteurs réticulaires. La dialectique territoire-réseaux est délicate : tous les acteurs font appel à des réseaux pour arriver à leurs fins. Cependant, nous pouvons distinguer les acteurs dont la mobilisation des réseaux s'arrête aux moyens de ceux dont les fins elles-mêmes dépassent le cadre du territoire syrien. La démarche officielle de l'opposition syrienne semble tout à fait territorialisée : une Coalition nationale créée en novembre 2012, comme organe politique rassemblant les différentes sensibilités de l'opposition syrienne ; un Conseil militaire suprême mis en place un mois plus tard, comme coordinateur des différents groupes insurgés. Un an après leur mise en place, le bilan est plus que mitigé. D'abord, parce que les groupes conservent leur autonomie sur le terrain, et parce que certains groupes ne reconnaissent aucunement l'autorité du Conseil militaire suprême. Il en est ainsi du Front islamique syrien et de deux

Dossier stratégique

groupes affiliés à al-Qaïda, à savoir Jabhat al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au Levant. Ensuite, parce qu'une grande « alliance islamique » a vu le jour en septembre 2013, alliance affichant ostensiblement son refus de reconnaître la Coalition nationale¹. Cette alliance comprend à la fois des groupes qui reconnaissent a priori l'autorité du Conseil militaire suprême et des groupes échappant à son contrôle, à l'instar du Front al-Nosra². Nous avons ainsi une partie de l'opposition officielle qui collabore avec un acteur affilié à une organisation terroriste transnationale dont le caractère local de l'agenda peut largement être remis en question. Au-delà, l'influence sur le terrain de l'Etat islamique en Irak et au Levant et l'alliance de circonstance qu'il apporte aux autres groupes rebelles est une donnée qui confirme cette interrogation. Les questions qui se posent à l'opposition apparaissent ainsi comme analogues à celles qui se posent au régime syrien : comment construire un projet national avec des acteurs dont les motivations sont transnationales ? Que faire de « djihadistes » qui ne sont pas seulement là pour combattre un régime politique donné, mais qui considèrent la Syrie comme un lieu de « djihad » parmi d'autres ? Ce « djihad » sunnite contre un régime « impie » est à la fois source de sympathie (d'hommes, d'armes et de financements) et un obstacle à la constitution d'une légitimité nationale, y compris pour les « djihadistes » locaux qui souhaitent construire un Etat islamique et qui en ont donné un avant-goût à Alep.

Au Liban voisin, la dialectique cloisonnement-décloisonnement prend de nouvelles formes. Tous les grands acteurs de la vie politique libanaise se retrouvent liés à la crise syrienne, aussi bien les ennemis déclarés du régime syrien que ceux qui lui manifestent une certaine bienveillance, tandis que le président Michel Sleiman milite depuis le début du conflit pour la neutralité de son pays : le Courant du Futur de Saad Hariri est accusé d'offrir à Tripoli et à Eرسال une base arrière aux rebelles syriens ; le chef druze Walid Joumblatt a tenté de convaincre les druzes de Syrie de combattre le régime syrien ; le chef du Courant patriotique libre soutient notamment le régime syrien au nom de la sécurité des chrétiens de Syrie et le Hezbollah intervient militairement aux côtés de l'armée régulière sur le sol syrien. La déstabilisation du Hezbollah semble être l'une des conséquences les plus évidentes de la crise syrienne au Liban. Après sa « libanisation » progressive et son rapprochement avec le général Michel Aoun, outre les attentats qu'il a subis à Beyrouth, l'intervention directe en Syrie risque de remettre en cause un ancrage territorial qu'il a mis du temps à se construire. Cela en fait-il un acteur réticulaire au même titre que les groupes « djihadistes » qui combattent en Syrie ? Evoquer un « djihad » chiite pour décrire son action en Syrie serait probablement hâtif : l'agenda principal du Hezbollah demeure local, libanais.

C'est bien moins l'alliance avec Damas que la crainte d'un decloisonnement permanent qui meut la diplomatie russe. Après avoir fait l'amère expérience du terrorisme sur son territoire, Moscou a développé une grande méfiance face à l'islamisme radical. Compte tenu de l'expérience irakienne, c'est davantage l'Etat syrien que le régime syrien qui importe à la Russie, le délitescence de l'Etat étant synonyme de chaos et de nouvelles autoroutes pour le « djihad » transnational. A l'exception de la Turquie qui a misé sur un réseau de Frères musulmans comme tremplin pour sa puissance régionale, et du Qatar dont la méfiance vis-à-vis de la logique réticulaire est d'autant moins grande que son territoire est moins menacé, les Etats partagent une relative méfiance à l'égard des acteurs qui méconnaissent les frontières, y compris des pays du Golfe comme les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. L'attitude de ces derniers vis-à-vis des Frères musulmans en Egypte en est une bonne illustration. Outre la perméabilité des frontières existantes, l'une des grandes questions qui semblent se poser désormais est celle de l'apparition de nouvelles frontières à l'échelle syrienne. Dès 1998, Fabrice Balanche a émis l'idée d'une sécession de la région alaouite en cas de chute du régime syrien. Plus récemment, un autre spécialiste de la Syrie, Joshua Landis, est allé dans le même sens en évoquant l'hypothèse d'une partition de la Syrie comme conséquence des négociations. Un nouveau cloisonnement est-il envisageable en Syrie ? L'hypothèse est d'autant plus étonnante qu'elle ne correspond en rien aux revendications initiales. La même question se pose en Irak, où certains groupes se battent pour un Etat sunnite, tandis que le gouvernement régional kurde agit comme un Etat dans l'Etat. L'affaiblissement des Etats dans cette région est un facteur de déstabilisation, de nouveaux cloisonnements qui porteraient les germes d'un decloisonnement permanent.

Notes de bas de page :

1. Aron Lund, "Islamic Groups Declare Opposition to National Coalition and US Strategy", *Syria Comment*, 24 septembre 2013, <http://www.joshualandis.com/blog/major-rebel-factions-drop-exiles-go-full-islamist/>
2. Radio-Canada avec Agence France-Presse et Reuters, « Syrie : alliance islamiste et remise en question de l'opposition », <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2013/09/25/007-syrie-opposition-rejetee-nouvelle-coalition-islamiste.shtml>

Dossier stratégique

« Après l'élection de Rohani en juin 2013 : vers un retour de l'Iran dans le « concert des nations » ? »

Par Clément Therme est chercheur post-doctorant à l'Université de Genève.

« Qui dirige l'Iran ? » Cette question est posée de manière récurrente par les chercheurs en science politique qui analysent la République islamique d'Iran¹. Selon la réponse apportée à la question, on évaluera les conséquences stratégiques de l'élection d'un président de la République islamique « modéré » de manière opposée.

Pour les néoconservateurs américains, l'Iran est un régime théocratique à classer aussi bien dans la catégorie des « Etats voyous » (Administration Clinton) que dans celle de « l'axe du mal » (Administration Bush junior) ou des « Etats préoccupants » (Administration Obama). Selon cette grille de lecture idéologique, l'élection d'un Président centriste en Iran n'est rien d'autre qu'un subterfuge des institutions non-élues de la République islamique pour assurer la pérennité d'un régime à la légitimité fragilisée par les élections présidentielles contestées de juin 2009. En suivant cette même grille de lecture, le résultat des élections aurait été avant tout déterminé par le renforcement des différents régimes de sanctions qui sont imposées à l'Iran en raison de ses activités nucléaires, mais aussi, s'agissant des sanctions unilatérales de Washington et de Bruxelles, en lien avec des violations des droits de l'homme. Ces sanctions ont bien sûr joué un rôle dans l'évolution de la stratégie internationale de l'Iran mais réduire le résultat des élections présidentielles de juin 2013 aux seuls effets des sanctions est une erreur d'analyse pour deux raisons.

D'abord, cette vision des évolutions politiques internes en Iran est une négation de la vitalité et du dynamisme de la société iranienne. En effet, la majorité de l'opinion publique apparaît favorable au dialogue et à une relative ouverture vis-à-vis de l'Occident du moins sur le plan culturel et économique.

Ensuite, il existe des factions au sein du système (*nezam*) de la République islamique proposant des options de politique internationale différentes. Ainsi l'élection d'un président « modéré » ou plutôt centriste traduit essentiellement la victoire idéologique de la faction de l'ayatollah Rafsandjani dite des reconSTRUCTEURS (*Kargozaran*). Dans cette perspective, il s'agit de favoriser le développement économique en faisant accepter à la population la glaciation politique. La victoire de Rohani a démontré la capacité de Rafsandjani et de ses alliés à contrôler la présidence de la République islamique en faisant prévaloir une ligne plus ouverte dans les relations avec les pays occidentaux. Les tenants de cette ligne « développementaliste » défendent une approche plus réaliste des relations internationales et ils sont contre le déni des problèmes économiques rencontrés par l'Iran, notamment à partir de l'année 2010 avec le renforcement des sanctions internationales.

A l'opposé de cette approche de la République islamique comme un Etat « différent », voire « maléfique », et avec lequel il n'est pas possible de dialoguer, et cela, quelle que soit la faction en charge de la présidence, on trouve le récit des dirigeants de la République islamique. Selon eux, les élections présidentielles en Iran sont autant d'épopées politiques et la participation « massive » de la population au processus électoral est perçue comme le signe d'une adhésion sans cesse renouvelée, depuis 35 ans, aux valeurs de la Révolution islamique. Ainsi, la République islamique est présentée comme un idéal-type de démocratie religieuse. Pour répondre aux critiques occidentaux en général et français en particulier, les dirigeants iraniens dénoncent l'incapacité, pour une pensée fondée sur le concept de laïcité, de comprendre un système basé sur la fusion du religieux et du politique. Ce récit a prévalu lors des élections de 2009 même si les manifestations populaires post-électorales avaient quelque peu entaché l'image du régime. Pour justifier la contestation interne, les dirigeants iraniens avaient eu recours à des théories complotistes mettant en avant le rôle des Etats-Unis et de l'Angleterre dans la manipulation d'une partie de la population iranienne et des candidats éliminés au premier tour, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, alors qualifiés de « séditionnistes ».

Au-delà de ces deux visions extrêmes, il semble nécessaire d'envisager l'architecture institutionnelle de la République islamique dans sa complexité tout en mettant en évidence les dissensions de fond qui existent au

Dossier stratégique

sein même du système². Le Président n'est qu'un acteur parmi d'autres dans le système complexe de prise de décision. Pour que son agenda d'ouverture vers l'étranger réussisse, Rohani a besoin du soutien du pouvoir judiciaire et des plus hautes autorités religieuses qui commandent les gardiens de la révolution. Ces derniers sont en effet placés sous l'autorité du Guide et l'ouverture économique vis-à-vis de l'Occident voulue par Rohani comporte le risque de voir le système de redistribution de la rente évoluer en leur défaveur.

L'élection de Rohani, en juin 2013, représente donc une inflexion limitée mais réelle de la part des plus hautes autorités de la République islamique ; autrement dit, le bureau du Guide suprême. En effet, sans l'accord du Guide, l'élection de Rohani n'aurait pas été possible. En ce sens, les sanctions ont joué un rôle dans l'élection d'un président centriste puisque c'est pour assurer le bien-être de la population que le Guide a décidé de renouer avec la « communauté internationale ». Cependant, il n'en reste pas moins que la population s'est saisie de l'élection de Rohani pour envoyer un message à ses dirigeants mais aussi à ceux qui imposent des sanctions contre l'Iran conduisant par-là même à la dégradation des conditions de vie de la population.

En République islamique, les questions de politique étrangère sont des enjeux de politique interne. En effet, pour résoudre les problèmes économiques du pays, il est indispensable pour le nouveau gouvernement iranien de trouver une solution au contentieux nucléaire qui oppose Téhéran à la « communauté internationale » depuis plus de dix ans. Ainsi, l'agenda « développementaliste » du nouveau président a trouvé une première traduction politique avec la signature de l'accord intérimaire de Genève le 24 novembre 2013³. La première priorité du président a été de montrer son engagement à résoudre le problème nucléaire pour aboutir à une levée des sanctions unilatérales américaines et européennes qui grèvent le développement économique du pays. La volonté du Président Rohani de transformer l'Iran en véritable pays émergent reste liée à sa capacité à transformer la mise en œuvre de l'accord intérimaire de Genève, à partir du 20 janvier 2014, en règlement définitif. En effet, la levée partielle et limitée des sanctions concerne l'automobile, les pièces détachées des avions, la suspension de l'adoption de nouvelles sanctions en particulier concernant les exportations de pétrole iranien, l'or et la pétrochimie. Cependant, les sanctions financières restent en place malgré un dégel graduel d'avoirs iraniens pour un montant de 7 milliards de dollars.

Cet agenda « développementaliste » suscite l'opposition d'une partie des élites politiques iraniennes et du corps des gardiens de la Révolution pour des raisons financières et idéologiques. Le rétablissement des relations commerciales avec l'Union européenne peut conduire à la montée en puissance de groupes politiques modérés et à l'affaiblissement de réseaux politico-économiques dont l'essentiel des affaires est tourné vers l'Asie. Sur le plan idéologique, cet agenda requiert une normalisation des relations avec les Etats-Unis ou, du moins, une baisse des tensions. C'est en effet une condition nécessaire mais non suffisante à l'allègement des pressions économiques externes qui freinent le développement économique du pays. Cette question des relations avec les Etats-Unis reste néanmoins au cœur de l'idéologie de la « résistance » promue par la Révolution islamique. Il est donc probable que l'amélioration des relations entre Téhéran et Washington se limite à des coopérations ciblées qu'il s'agisse de la gestion de la crise afghane après le retrait des troupes étrangères à la fin de l'année 2014 ou de la stabilisation de l'Irak.

Le président Rohani a comme priorité le règlement de la question nucléaire, principal obstacle au développement du pays. Cependant, en tant que puissance régionale incontournable, l'Iran a un rôle à jouer dans la gestion de la crise syrienne. Dans quelle mesure le président peut-il infléchir la position de Téhéran dans les crises du Moyen-Orient ?

A propos de la stratégie régionale de l'Iran, la crise syrienne constitue l'un des domaines réservés du Guide, en raison du caractère stratégique de cette alliance : la Syrie était, avant l'invasion militaire de l'Irak par les Etats-Unis en mars 2003, le seul allié arabe de la République islamique. De plus, le président négocie déjà avec les courants politiques les plus radicaux sur la question nucléaire. Il lui est donc difficile de modifier, de manière substantielle, la position diplomatique de Téhéran dans la crise syrienne alors que sa diplomatie interne sur le nucléaire lui demande une activité politique permanente pour faire accepter un compromis sur cette question essentielle pour la pérennité de la République islamique.

Ces relations avec Damas sont donc décisives pour Téhéran, car elles permettent à l'Iran de maintenir une

Dossier stratégique

sorte de parité stratégique avec Israël face aux menaces de bombardements des installations nucléaires iraniennes. L'Iran n'est pas en mesure de riposter par voie aérienne à une attaque potentielle israélienne, il s'agit plutôt de protéger la route pour poursuivre les livraisons d'armes au Hamas et au Hezbollah libanais. C'est l'une des raisons du soutien inconditionnel de Téhéran à Damas. Sans remettre en cause la prééminence du Guide sur ce dossier, l'arrivée d'un président centriste a abouti à un rééquilibrage de la stratégie régionale de l'Iran vers un dialogue renforcé avec les Etats du Golfe, notamment Oman et Dubaï et à la recherche d'un marchandage avec l'Occident : contribution de l'Iran à la stabilisation de la Syrie, de l'Afghanistan et de l'Irak en échange de plus de souplesse dans la limitation que souhaitent imposer les Occidentaux au programme nucléaire.

Cette nouvelle flexibilité iranienne ne signifie pas pour autant un renversement complet de la stratégie régionale de l'Iran. Cependant, le nouveau président iranien peut compter sur la nouvelle politique régionale d'Obama marquée par une gestion réaliste des crises régionales et une prudence quant au recours à la force pour régler des questions politiques. Ce rapprochement irano-américain se construit sur des intérêts géopolitiques convergents en Irak, en Syrie et en Afghanistan, en particulier face à la menace des groupes jihadistes sunnites. S'agit-il pour autant d'un retour à la stratégie des deux piliers (*twin pillars policy*) de l'administration Nixon (1969-1974) s'appuyant à la fois sur Téhéran et Ryad ? Il est plus probable que les coopérations irano-américaines se limiteront, dans un premier temps, à des coopérations ponctuelles en Afghanistan, en Irak ou en Syrie suivant l'exemple du réchauffement entre Téhéran et Washington porté par le président Khatami (1997-2005). Il ne faut pas néanmoins sous-estimer la portée historique de l'ouverture d'un dialogue diplomatique direct entre les représentants américains et iraniens. Il s'agit d'une rupture historique réelle que l'on peut mesurer à l'aune des réactions négatives des principaux alliés américains dans la zone : Israël et l'Arabie saoudite.

Notes de bas de page :

1. Voir l'ouvrage de référence de Wilfried Buchta, *Who Rules Iran ? The Structure of Power in the Islamic Republic*, The Washington Institute for Near East Policy and the Konrad Adenauer Stiftung, Washington, 2000, 239 p.
2. Sur ce sujet, voir notre article « De la nature du régime iranien », *Relations internationales*, n° 154, 2013/2, p. 143-159.
3. Pour le texte de l'accord en anglais, voir « Joint plan for action », Genève, 24 novembre 2013. Disponible : <http://media.farsnews.com/media/Uploaded/Files/Documents/1392/09/03/13920903000147.pdf> (consulté le 24 janvier 2014).

Mali: le "smart power" enfin en action?

Par le général de division (2S) Maurice de Langlois, Directeur du domaine sécurité européenne et transatlantique.

Le 16 août 2011, lors d'un débat télévisé, le Secrétaire d'Etat américain Hillary Clinton présentait la politique américaine de réponse aux crises en Libye et en Syrie comme un exemple de mise en œuvre réussie du *smart power* de l'administration Obama. Est-ce cela l'illustration de ce nouveau concept américain que l'on peut traduire par « pouvoir de l'intelligence » ?

Selon Joseph Nye, l'initiateur de ce concept dans les années 1990¹, *smart power* signifie le développement d'une stratégie intégrée s'appuyant à la fois sur le *hard power*² et le *soft power*³. C'est une approche qui souligne la nécessité « de disposer de fortes capacités militaires, mais aussi d'investir profondément dans des alliances, des partenariats et des institutions à tous les niveaux, pour étendre l'influence américaine et renforcer la légitimité de l'action américaine »⁴.

Ce concept a été repris dès 2009 par l'administration Obama, pour s'inscrire en rupture par rapport à son prédécesseur, plus adepte du *hard power* dans son combat contre le terrorisme. Subtile combinaison de *soft power* et de *hard power*, il s'agissait bien de rétablir l'image des Etats-Unis qui s'était fortement dégradée pendant l'administration précédente.

Le concept de *smart power* a été évoqué à l'Union européenne dès 2008 comme pouvant « diffuser plus efficacement ses valeurs et ses intérêts dans son voisinage immédiat pour étendre une aire de paix et de prospérité, de liberté et de démocratie »⁵.

Sans parler clairement de *smart power*, Pierre Vimont, le Secrétaire général exécutif du SEAE que l'UE, affirme que l'UE « a absolument tous les moyens d'action, dans tous les domaines, militaire, économique, commercial, ou dans l'aide [au développement]. Une force extraordinaire, mais qui n'a de sens que si tout cela est regroupé »⁶.

S'il est convenu que le concept américain de *smart power* peut être exporté moyennant quelques aménagements à l'UE, force est de constater que c'est plus l'idée de *soft power* qui y prédomine. L'idée même d'une Europe puissance disposant de tous les outils, notamment ceux de la coercition, dérange.

Mais l'exemple du Mali, avant l'intervention militaire française du 11 janvier 2013, n'est-il pas le constat de l'échec du *soft power* ? L'exemple de la reconstruction du Mali lancée dans un esprit de *smart power* dans les derniers mois ne peut-il pas devenir une référence ?

La Mali, qui a vécu une longue période de démocratie, est devenu en 2012, malgré tous les efforts de la communauté internationale, un Etat failli. Souffrant d'une crise humanitaire sans précédent, il est devenu un pays morcelé, devenu incapable de contrôler toute la partie nord de son territoire, ou ses frontières. La chute de Kadhafi a provoqué un afflux de combattants qui ont rejoint le MPLA ou ACQMI et grandement contribué à la partition du pays. Enfin c'est un pays fortement corrompu, devenu le théâtre de tous les trafics, drogues, armement, immigration clandestine...

Pourtant, avant le début de l'intervention française, le 11 janvier 2013, de nombreux acteurs internationaux s'activaient déjà autour du chevet du Mali. L'ancien commandant Afrique américain (US Africom), le général Carter F. Ham, affirmait début janvier 2013, que le Mali était l'exemple concret où « une approche *smart power* utilisant de concert la diplomatie et le développement en même temps que des moyens défense pouvait offrir les meilleures chances pour empêcher une intervention militaire ». Le département d'Etat avait déjà engagé pour le Mali, 247 millions de dollars dont 119 millions pour l'aide humanitaire d'urgence. Un programme de formation⁷ devait produire une nouvelle génération de leaders civils et militaires. L'ironie du sort a voulu que ce soit le capitaine Amadou Haya Sanogo, après une formation reçue aux Etats-Unis entre 2004 et 2010, qui soit à l'origine du coup d'Etat au Mali.

Côté français, la coopération était principalement tournée vers l'entraînement et la formation des forces

Dossier stratégique

militaires et de sécurité, et le développement de capacités judiciaires, police et gendarmerie, pour les pays du Sahel. Le soutien financier de la France était évalué en 2010 à 60 millions d'euros.

L'Union européenne a mis du temps à réaliser que son approche morcelée vis-à-vis du Sahel ne fonctionnait pas. Son implication est très importante. Depuis 2007, au niveau du Sahel, elle a affecté plus de 250 millions d'euros à la lutte contre la malnutrition. Au niveau du développement, le 10^{ème} FED (Fond européen de développement) attribue une enveloppe de 660 millions d'euros de 2008 à 2013 au profit du Mali, principalement pour soutenir la gouvernance, le développement économique du nord et les réformes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des transports. Une stratégie pour le Sahel est élaborée en 2011, donnant une première approche de l'action globale européenne dans la région. Elle se décline en quatre axes majeurs, promotion du dialogue politique et action diplomatique, sécurité et État de droit - renforcement des capacités et déploiement des acteurs des secteurs de la défense, la police, la justice, gouvernance, développement et prévention/résolution de conflits, prévention de la radicalisation, y compris à travers un dialogue entre acteurs religieux.

Malgré ces investissements importants, et sans oublier d'autres acteurs internationaux, comme la Chine et les Etats-Unis, il faut reconnaître que la communauté internationale a failli. Si des initiatives nombreuses ont été mises en œuvre, elles l'ont été sans suffisamment de coordination ni de contrôle. La formation des élites de ce pays a été délaissée, ce qui a créé le délitescence de l'appareil d'Etat. Enfin, notamment à l'UE, les délais de mise en œuvre des actions sont beaucoup trop longs à cause de procédures lourdes et contraignantes. Et l'importance des retombées du conflit libyen n'a pas été mesurée avec suffisamment d'acuité et n'a provoqué que peu de réactions. Le manque de cohérence des actions de l'UE est une réalité qui a été aggravée par une insuffisance de l'action dans le secteur de la sécurité.

Après le 11 janvier 2013, il est important de noter que l'Union européenne a pu se réorienter, se coordonner et accélérer ses prises de décision.

A partir du moment où, le 10 janvier, le président malien par intérim Dioncounda Traoré demandait officiellement à la France d'intervenir militairement, les décisions se sont enchaînées.

Le 12 janvier, dès le lendemain du lancement de l'opération Serval, les pays de l'UE accordent leur soutien politique à la France. Les Allemands, les Britanniques, les Danois, les Canadiens et les Américains fournissent un soutien logistique. Les troupes de la CDEAO, qui interviennent dans le cadre de la mission MISMA, reçoivent un soutien de l'UE, puis rapidement des Américains, qui utilisent le programme *Africa Contingency Operations Training and Assistance* (ACOTA) qui les affranchit de toute procédure parlementaire.

Dès le 18 février, la mission européenne de formation des soldats maliens est lancée. La mission de l'Union européenne « *Eucap Sahel-Niger* », opérationnelle depuis août 2012, qui vise à renforcer les capacités nigériennes de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, doit être étendue au Mali. En même temps, des fonds ont été immédiatement débloqués pour préparer les élections présidentielles de juillet (20 millions d'euros issus de l'instrument de stabilité). Un représentant spécial pour la région du Sahel, Michel Reveyrand de Menthon, est nommé le 21 mars, pour coordonner l'ensemble des actions de l'UE qui couvrent la sécurité et le développement en liaison avec les autres partenaires et dans le cadre de la mise en œuvre la stratégie de l'UE. Le 15 mai, une conférence des donateurs attire des promesses de dons de 3,25 milliards d'euros. Le 11 août, un nouveau président malien est élu démocratiquement.

L'action de la France a été salutaire pour le Mali et l'équilibre de la région jusqu'aux portes de l'Europe. Elle a permis de rétablir une situation devenue désespérée et de relancer une dynamique à l'UE, en accélérant les processus décisionnels. Elle a aussi permis de pointer du doigt le manque de coordination entre les différents acteurs européens, de la Commission et du Conseil.

De plus, les outils du *hard power*, portés principalement par la PSDC n'ont pas été présents. L'option d'une opération militaire de l'UE n'a pratiquement pas été envisagée. Le GTUE en alerte aurait pu constituer l'ossature de l'opération.

A la lumière des premiers enseignements du Mali depuis le début de l'opération Serval, doivent aider à développer les conditions de réussite de la mise en œuvre du *smart power* au niveau européen. Elles reposent

Dossier stratégique

sur : une prise de conscience que le *smart power* nécessite d'accepter en même temps, au niveau des Etats-membres, un partage de souveraineté, et, au niveau européen, une meilleure synergie des instruments communautaires et intergouvernementaux ; un nécessaire développement des capacités européennes de coercition avec la volonté de les utiliser en tant que de besoin ; une simplification du processus décisionnel européen avec une capacité d'agir dans l'urgence, en donnant au Haut représentant un pouvoir d'initiative et de responsabilité accru dans l'action extérieure au titre de la cohérence d'ensemble ; une analyse des conditions de mise en œuvre de l'article 44⁸ du Traité de Lisbonne ; une réelle coordination de l'utilisation simultanée des outils de développement, humanitaires et de la PSDC, assurée par une même autorité reconnue ; enfin, mieux contrôler les investissements.

Notes de bas de page :

1. Le « smart power » a été en fait théorisé en 2004 par une femme, Suzanne Nossel, dans un article de la revue américaine de référence sur les questions internationales : *Foreign Policy*. Jacques Charmelot Fondation Robert Schuman 9 février 2009 Le « smart power » américain, un défi pour l'Europe TFLF
2. La première renvoyant aux instruments de coercition classiques permettant l'usage de la force
3. Earlier versions of Nye's soft power definition were: "the ability to get what you want through attraction rather than coercion or payment" (Nye, 2004) which included "culture, values and foreign policies" (Nye, 2004).
4. CSIS Commission on SMART POWER 2007
5. Olli Rehn, Commissaire à l'élargissement, 1er mai 2008
6. Colloque Fondation Schuman et Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), 30 janvier 2012 .
7. *International Military Education and Training* doté d'environ 20 millions de dollars par an
8. Dans le cadre des décisions adoptées conformément à l'article 43, le Conseil peut confier la mise en œuvre d'une mission à un groupe d'Etats membres qui le souhaitent et disposent des capacités nécessaires pour une telle mission. Ces États membres, en association avec le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, conviennent entre eux de la gestion de la mission.

Bibliographie:

- CSIS Commission on SMART POWER 2007
- *Foreign Policy*. Jacques Charmelot Fondation Robert Schuman 9 février 2009 Le « smart power » américain, un défi pour l'Europe
- Une stratégie cohérente pour le Sahel mai 2012 <http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/studies.do?language=EN>
- Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel de l'Union européenne 2012 http://www.eeas.europa.eu/africa/docs/sahel_strategy_en.pdf
- Paix et sécurité. Le programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement au Nord Mali http://eeas.europa.eu/delegations/mali/documents/projects/paix_et_securite_fr.pdf
- Traité de Lisbonne http://europa.eu/lisbon_treaty/full_text/index_fr.htm

Dossier stratégique

Etats-Unis – Moyen-Orient : la rupture

Par Maya Kandel, responsable du programme sur les Etats-Unis à l'IRSEM

Rupture historique, recomposition géopolitique, nouvelles alliances, mort des accords de Camp David : les qualificatifs ne manquent pas pour tenter de qualifier l'évolution récente de la politique américaine au Moyen-Orient.

La fin de l'année 2013 a confirmé de manière éclatante qu'une réévaluation en profondeur est en cours à Washington. Le dernier signe a bien sûr été l'accord signé sur le nucléaire iranien, et plus largement le dialogue renoué entre les Etats-Unis et l'Iran, ennemis de (plus de) 30 ans. Ce dégel entre Washington et Téhéran a le potentiel de modifier entièrement la carte géopolitique de la région.

Autre révision radicale, l'annonce en octobre de la suspension d'une partie conséquente de l'aide américaine à l'Egypte, garantie de la paix avec Israël. Une remise en cause de la relation américano-égyptienne pourrait en effet bouleverser l'architecture de sécurité régionale en place depuis la signature des accords de Camp David en 1979 (l'aide américaine à l'Egypte a représenté depuis lors entre 1 à 1,5 milliard de dollars annuels).

La gestion par Washington du dossier syrien est une autre illustration du changement d'attitude vis-à-vis des crises du Moyen-Orient, puisqu'elle a essentiellement consisté pendant près de trois ans à tout faire pour tenir les Etats-Unis à l'écart du conflit. Le dernier coup de théâtre en date a vu Vladimir Poutine « sauver » Barack Obama en lui offrant une porte de sortie honorable après l'annonce maladroite de frappes américaines « toutes petites » pour punir Assad de l'utilisation d'armes chimiques (d'autant qu'Obama risquait l'humiliation de se voir désavouer par le Congrès américain). Obama a saisi au vol l'opportunité offerte par le « joker » russe de neutraliser le dossier syrien – à défaut de le résoudre.

D'où l'inquiétude croissante des alliés de l'Amérique, Israël et Arabie Saoudite en tête, mais également Européens, face à une politique américaine comprise comme un désengagement du Moyen-Orient dont l'objectif serait de faciliter le fameux pivot annoncé vers l'Asie.

Une stratégie américaine « plus modeste » pour le Moyen-Orient

Obama a en effet ordonné cet été une revue stratégique de la politique américaine au Moyen-Orient au sein du Conseil de sécurité nationale (*National Security Council* ou NSC, qui travaille directement pour le président), revue dont on ne connaît pas tous les détails mais qui a conduit à la définition d'une « stratégie plus modeste » au Moyen-Orient. Ces discussions ont impliqué un cercle étroit de conseillers et auraient vu s'affronter sur plusieurs thèmes la Maison Blanche d'un côté, face au Pentagone et au département d'Etat de l'autre, parfois les deux en même temps comme sur le dossier égyptien (où les départements d'Etat et de la Défense étaient tous deux opposés à une suspension de l'aide américaine au Caire).

Cette revue stratégique a produit une nouvelle hiérarchie des priorités américaines pour le Moyen-Orient, dévoilée par le président Obama lors de son discours à l'Assemblée générale de l'ONU à New York en septembre 2013. Obama y énonçait comme postulat de départ la reconnaissance de la relative impuissance des Etats-Unis à peser sur le cours des événements et notamment sur l'évolution interne des pays en plein bouleversement après les révolutions des printemps arabes de 2011, de l'Egypte à la Syrie. Le traitement du dossier nucléaire iranien devient la première priorité des Etats-Unis pour la région, la paix entre Israël et Palestiniens la seconde, le *containment* de la Syrie la troisième. Tout le reste passe donc au second plan, dont le dossier égyptien.

De là à parler d'une reconfiguration générale des alliances des Etats-Unis dans la région et donc de l'architecture de sécurité issue des accords de Camp David en 1979, il n'y a qu'un pas que beaucoup ont rapidement franchi. Trop vite ? Pour répondre, il faut s'interroger sur les intérêts américains au Moyen-Orient.

Dossier stratégique

Quels sont les intérêts américains au Moyen-Orient ?

Les Etats-Unis ont quatre intérêts stratégiques principaux au Moyen-Orient : le maintien des flux de pétrole et gaz naturel en provenance de la région (flux vital de l'économie mondialisée dont dépendent profondément les Etats-Unis, indépendamment de la révolution énergétique qu'ils connaissent actuellement) ; la gestion de la menace anti-terroriste visant les intérêts et citoyens américains ; la lutte contre la prolifération et la diffusion d'armes de destruction massive ; la survie d'Israël, principal allié américain dans la région.

Ces intérêts n'ont guère changé depuis plusieurs décennies, et la politique américaine a été relativement constante de 1945 à 1990, avec l'objectif affirmé non pas tant de dominer la région, mais de s'assurer que personne d'autre ne le fasse, soit en profitant de conflits existants pour jouer les grands acteurs les uns contre les autres (cf. Irak vs. Iran dans les années 1980), soit en payant certaines pièces maîtresses pour garantir un ordre régional convenant aux Américains (Egypte, Arabie Saoudite). Cet objectif primordial avait un corollaire essentiel : surtout ne pas impliquer les militaires américains directement sur le terrain.

Le tournant est venu en 1991 avec la première guerre américaine contre l'Irak. Double rupture, puisque les Américains interviennent directement et laissent leurs troupes en Arabie Saoudite, avec les conséquences que l'on sait sur l'évolution de Ben Laden et d'Al Qaeda. Cette rupture se mue en erreur stratégique majeure avec la deuxième guerre d'Irak qui va renforcer la position régionale de l'Iran tout en ayant des conséquences désastreuses pour les Etats-Unis, sur le plan humain bien sûr mais également financier et en termes de *soft power* puisque leur image et leur leadership en sont durablement amoindris.

Nous serions donc en train de vivre une deuxième rupture, liée aux leçons tirées de ces deux dernières décennies. Cette rupture pourrait constituer la première étape d'une remise en cause radicale de l'architecture de sécurité existante (déjà bouleversée par les conséquences des printemps arabes dont on n'a pas encore vu la fin) et des alignements d'alliances régionaux. Avec une interrogation sous-jacente forte : les Etats-Unis n'auraient-ils pas aujourd'hui davantage d'intérêts communs avec l'axe chiite qu'avec l'axe sunnite, au sein duquel se nourrit l'islamisme djihadiste le plus radical ?

Axes chiite vs. sunnite : vers un repositionnement américain ?

Pour mémoire, l'axe chiite, parrainé par Téhéran, comprend, outre l'Iran, ses satellites arabes que sont le Hezbollah libanais, le régime Assad en Syrie, et dans une moindre mesure l'Irak de Maliki, ensemble plutôt défendu par la Russie et la Chine. En face, l'axe sunnite, qui se reconnaît dans la branche dominante de l'islam, comprend l'Arabie Saoudite et l'Egypte en tête, auxquels se joignent les Emirats Arabes Unis, la Jordanie, le Koweït, Bahreïn, le Qatar et le Yémen. A noter qu'il n'y a pas en fait d'axe sunnite complètement uni : d'un côté, on a un axe sunnite monarchique et pro statu quo sous le leadership de l'Arabie Saoudite, de l'autre l'axe sunnite affilié aux Frères Musulmans qui s'est renforcé depuis les printemps arabes sous le leadership de la Turquie et, jusqu'au récent renversement de Morsi, de l'Egypte. Jusqu'à présent, les Occidentaux, Etats-Unis en tête, soutenaient l'axe sunnite. C'est bien ce statu quo que pourrait bouleverser une normalisation Téhéran-Washington.

Pour autant, il ne faudrait pas aller trop vite en besogne. Certes, il est tout à fait envisageable qu'à long terme une Amérique auto-suffisante du point de vue énergétique s'éloigne de l'Arabie Saoudite et se rapproche de Téhéran si cela permet un meilleur équilibre régional et donc une gestion plus facile des crises. Mais Washington n'a aucune raison de rompre avec les uns pour avoir des relations normales avec les autres. Le scénario le plus plausible, et le plus rationnel de la part de Washington, est celui de la stratégie de « *offshore balancing* », difficile à traduire mais qui fait référence à la notion d'équilibre des puissances dirigée en sous-main (de loin) par les Etats-Unis – en somme, un retour à la philosophie qui prévalait avant la rupture de 1991.

Dossier stratégique

Par ailleurs, les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à abandonner le Golfe à la domination iranienne, et ils n'en ont d'ailleurs pas la moindre intention. Dès le lendemain de la signature de l'accord de Genève avec l'Iran, le Pentagone déclarait d'ailleurs qu'aucun changement n'était prévu dans la posture militaire américaine dans le Golfe. Deux jours plus tard, la Marine américaine annonçait même qu'elle renforçait sa présence à Bahreïn, QG de la 5^{ème} flotte américaine. Enfin début décembre 2013, le secrétaire à la Défense Chuck Hagel s'est rendu en personne dans la région et a profité de son passage à Bahreïn pour détailler dans un discours remarqué l'ensemble des forces militaires américaines dans la région (35 000 hommes dont 10 000 pré-positionnés, 40 navires de guerre, les équipements les plus avancés notamment les F-22, enfin le déploiement prévu de *Littoral Combat Ships* face à l'Iran pour 2018).

Une mise à distance de la région

La période actuelle peut être caractérisée comme une phase, peut-être transitoire, de mise à distance du Moyen-Orient par Washington, définie côté américain par la volonté affichée de retrouver des relations plus normales non seulement avec des ennemis comme l'Iran, mais aussi avec des alliés un peu trop proches comme l'Arabie Saoudite et Israël – voire même avec la volonté secrète que cela fasse rentrer dans le rang ces deux alliés que l'assurance d'une relation spéciale avec Washington a rendu souvent difficiles, alors qu'ils n'ont guère d'alternative en termes de garantie de sécurité.

La politique américaine actuelle constitue en effet un désengagement par rapport aux deux décennies passées (en raison du constat d'échec des interventions américaines de toute forme des deux dernières décennies) – mais sur le long terme, Washington renoue plutôt avec son approche antérieure, dont la continuité avait été rompue, on l'a vu, par les présidents Bush père puis fils (et dont on peut d'ailleurs voir l'origine dans les deux cas dans la présence de plusieurs conseillers obsédés par l'Irak, à commencer par Paul Wolfowitz, qui a travaillé pour Dick Cheney au Pentagone sous Bush père puis à la vice-présidence sous Bush fils).

Cette mise à distance par Washington passe par l'acceptation d'une plus grande volatilité dans la région, ce qu'Obama a exprimé à l'ONU lorsqu'il a dit que les Etats-Unis reconnaissent que leur influence était limitée, et que l'évolution interne des pays de la région et l'augmentation des tensions religieuses entre chiïtes et sunnites ne pouvaient être réglées par des interventions extérieures. Le président américain affirmait ainsi qu'il n'était plus question (pour l'instant) d'engagement militaire américain direct comparable aux décennies passées. C'est bien le sens premier de la priorité mise à un rapprochement américano-iranien, puisque c'est en effet en Iran que les Etats-Unis couraient le plus grand risque immédiat de se retrouver embarqués (avec Israël) dans une nouvelle intervention militaire au Moyen-Orient.

En désamorçant cette éventualité, Washington peut donc se concentrer ailleurs, comprendre en Asie, où la conflictualité est en hausse et où le pivot américain est d'ores et déjà engagé. Comme le disait dans les années 1990 le dernier ambassadeur américain en Yougoslavie, Warren Zimmerman, « même une grande puissance a du mal à gérer plusieurs crises à la fois ».

Le grand jeu d'Obama et le face-à-face Etats-Unis-Chine

L'ironie est bien sûr que la Chine semble avoir voulu tester immédiatement la détermination américaine à pivoter et notamment à défendre ses alliés dans le Pacifique. Le jour-même de la signature de l'accord avec l'Iran à Genève, Pékin prenait la décision unilatérale d'imposer une nouvelle « zone d'identification aérienne » heurtant directement les intérêts japonais – test auquel les Etats-Unis ont répondu on ne peut plus clairement en envoyant sans attendre (et sans prévenir les Chinois) deux B-52 patrouiller dans la zone.

Le face-à-face Etats-Unis-Chine ne fait que commencer. Et le nouveau grand jeu d'Obama se déploie fidèlement à ce que le président américain annonçait dès son arrivée au pouvoir en 2009 : « je suis le premier président américain du Pacifique ».

Dossier stratégique

Ce grand jeu est inséparable d'une percée historique avec l'Iran rebattant les cartes du Moyen-Orient, comme en son temps le rapprochement de Nixon avec la Chine de Mao avait bouleversé la donne mondiale. Il inclut la possibilité d'utiliser la carte russe pour neutraliser certains dossiers brûlants, à défaut de les résoudre – ce que le secrétaire d'Etat John Kerry semble également avoir bien compris. Il implique aussi un désintérêt croissant pour l'Europe, y compris vis-à-vis des appétits russes en Europe centrale, que Washington laisse l'UE gérer, sans même se mêler du dossier ukrainien – autre tournant de taille par rapport aux ères Bush et Clinton. Obama pratique sur ces choix stratégiques un unilatéralisme qui s'embarrasse peu des susceptibilités des alliés européens, israélien ou saoudien.

Pour conclure sur le Moyen-Orient, les nouvelles priorités américaines ne suffisent pas à définir une véritable stratégie des Etats-Unis en l'absence d'objectifs clairement affichés, y compris après la revue stratégique de l'été. C'est sans doute là ce qui perturbe le plus les alliés traditionnels des Etats-Unis, dans la région comme en Europe : que veut Washington du Moyen-Orient ? La seule réponse pour l'instant semble être : surtout, avoir la paix, ne pas être dérangé. C'est bien ce que disait Susan Rice à demi-mot lors d'un récent entretien au *New York Times* : « le monde est vaste et nous avons des intérêts et des opportunités partout ».

Notes de bas de page :

1. *Transfert of Authority* : transfert d'autorité
2. *Initial Operational Capability* : capacité opérationnelle initiale
3. *Full Operational Capability* : pleine capacité opérationnelle

Les révoltes arabes : réorientations et effets à long terme

Par Flavien Bourrat, responsable de programme Afrique du Nord Moyen Orient à l'IRSEM

Le processus de rupture politique dans le monde arabe déclenché il y a trois ans par des mouvements insurrectionnels et/ou révolutionnaires, constituent bel et bien des événements majeurs dans l'histoire tourmentée de cette partie du monde. Si le changement le plus notable et probablement le plus durable concerne la relation qu'entretiennent les habitants de la région avec leurs gouvernants, il est en revanche beaucoup plus hasardeux de prédire un bouleversement en profondeur des équilibres stratégiques régionaux, que celui-ci soit du fait des acteurs locaux ou des grandes puissances. Tenter de comprendre et interpréter des événements majeurs comme ceux qui se déroulent actuellement nécessite de les replacer dans la durée et dans leur complexité. Plutôt que d'échafauder des scénarios qui par définition ne se réalisent jamais, mieux vaut essayer de dégager des tendances lourdes, tout en reconnaissant que celles-ci puissent être accélérées ou bien déviées par des événements imprévisibles eux mêmes déclenchés par des acteurs particuliers. Une lecture froide et réaliste, à défaut d'un bilan qui serait très prématuré, de ces bouleversements, conduit pour l'instant au constat que, si le monde arabe est de nouveau rentré dans l'histoire grâce à une autonomisation, auparavant imperceptible, des individus et des sociétés civiles qui le composent, il reste un espace d'extrême tension et d'instabilité. A partir de là, les plus optimistes - ou les plus cyniques - peuvent considérer (et c'était en particulier la thèse des néoconservateurs américains en appui à leur défunt projet de refondation de la région ANMO) que c'est en fin de compte du chaos que pourrait surgir un nouveau contexte politique et stratégique moyen-oriental davantage maîtrisé et intégré dans la mondialisation. On peut toutefois estimer, à rebours d'une pareille vision, que l'instabilité, à plus forte raison si elle devient chronique, attise le plus souvent la violence et est contagieuse à l'échelle régionale.

Des ruptures réorientées mais non achevées

Trois ans après le déclenchement de la révolution tunisienne, prélude à une série de révoltes en chaîne dans le monde arabe, l'heure est au désenchantement, au scepticisme et à l'inquiétude. Certes, le niveau de préoccupation varie en fonction du degré de la crise que traverse chacun des pays au départ touchés par des soulèvements généraux : préoccupante mais contenue en Tunisie, beaucoup plus violente en Egypte, dramatique en ce qui concerne la Libye et surtout la Syrie. En dépit de ces réalités incontestables, doit-on pour autant considérer que ces révoltes sont des échecs durables ? Pour tenter de comprendre le sens pris par ces événements et leur portée future, il convient de les aborder dans leur dimension première, qui est avant tout politique. L'usage de métaphores climatiques (« printemps arabe », « hiver islamiste », « automne militaire », etc. ...) pas plus que des comparaisons hâtives et fallacieuses par rapport à des précédents historiques survenus dans d'autres parties du monde ne peuvent qu'ajouter à l'incompréhension des phénomènes en cours. Les révoltes arabes ne se résument pas à cet exploit prométhéen que d'aucuns ont cru célébrer lors de leur déclenchement, et leur échec, à supposer qu'il en soit un, ne sont pas l'aboutissement d'une trahison ou d'un complot.

En fin de compte, il apparaît que le processus de ruptures et de transitions déclenché en janvier 2011 n'a pas dévié d'un chemin tracé à l'avance et répondant à un « sens de l'histoire », mais s'est heurté à des contre-coups et à des obstacles en partie prévisibles. Si l'on exclut les cas de figure où les révoltes n'ont pas modifié la nature du pouvoir (Bahreïn, Yémen), on doit distinguer deux types d'évolution bien distincts. Dans le premier cas, le soulèvement d'une partie de la population contre le régime en place a rapidement évolué vers un affrontement bipartisan s'inscrivant dans une logique de guerre civile, avec des répercussions importantes au plan régional. Partant de cette logique, qui s'est confirmée et amplifiée au cours de 2013, on peut effectivement considérer qu'il y a eu dès le départ un dévoiement de la révolution du fait que le régime contesté a conservé ses partisans au sein de la population, y compris là où il avait été renversé (Libye). Les perspectives qui en découlent sont particulièrement sombres, en particulier pour la Syrie, faute d'issue politique visible.

Dossier stratégique

En effet, selon les mêmes effets observés dans l'Irak post-Saddam Hussein, aux affrontements reposant sur des logiques communautaires et/ou partisans se superposent des dynamiques de fragmentation pouvant remettre en cause la centralité étatique et la cohésion nationale.

Le deuxième cas de figure, qui regroupe l'Égypte et la Tunisie, s'inscrit dans une dynamique radicalement différente, venant du fait que la révolution a été portée par une contestation populaire et unie, à un défaut de sensibilité politique commune, dans le rejet d'un système autocratique et humiliant. Pourtant, le fait que, passées les premières élections libres, les processus de transition soient rapidement entrés dans des zones de haute turbulence pour aboutir au cours de 2013 à un bouleversement des rapports de force politique, ne doit pas surprendre, ni être interprété comme un coup d'arrêt fatal aux espoirs suscités par les révoltes initiales. Le « coup d'état populaire » de l'été dernier en Égypte comme le blocage actuel du processus transitionnel en Tunisie paraissent plutôt s'inscrire dans une deuxième phase des révolutions, plus longue et incertaine que la précédente, dont le cours est néanmoins réorienté. Parmi les mutations qu'il sera à longue échéance très difficile à abroger, on peut retenir les points suivants :

- La disparition du sentiment de peur par rapport au pouvoir en place, quel qu'il soit, scelle la disparition du *zaim*, figure charismatique et autoritaire incontournable du monde arabe contemporain. Elle constitue en outre à la fois un avertissement et une arme en cas de retour à des tentations despotiques ou idéologiques marquées au sommet de l'État. Ainsi, si une majorité d'Égyptiens ne contestent pas le général Al Sissi, ce n'est pas par crainte de ce dernier, mais parce qu'ils soutiennent sa restauration de l'État et son bras de fer contre les Frères musulmans, tout en sachant que cet appui est éventuellement révoquant.
- La société est désormais politisée et s'exprime, parfois de manière brouillonne et polémique, sur tous les sujets touchant à la vie publique. Certains observateurs, depuis, semblent déplorer les débats clivant autour de questions politico-sociétales qui règnent au sein de l'espace public au détriment, selon eux, des priorités socio-économiques, oubliant que le débat contradictoire et l'esprit critique sont aussi consubstantiels à la démocratie que l'unanimité ne l'est pas.
- Les citoyens expriment conjointement une revendication de dignité et un besoin d'ordre, celui-ci étant compris, en particulier chez les plus démunis, comme une demande d'État, dans ses dimensions nationale, sécuritaire et sociale. Dans ce contexte, le poids et le rôle de l'« État profond » (armée, justice, et de manière beaucoup moins nette, appareils de sécurité) paraît devoir non seulement être conservé, mais le cas échéant, conforté, ce qui n'indique toutefois pas, concernant les militaires, une volonté de retour à une démarche prétorienne.

Le deuxième échec de l'islam politique

Si l'arrivée au pouvoir de formations islamistes par le biais d'élections libres, là où celles-ci ont été rendues possibles, était facilement prévisible, l'échec de leur expérience gouvernementale et le large rejet dont ils ont fait l'objet en un laps de temps aussi court constitue assurément une surprise (du moins pour ce qui concerne l'Égypte et la Tunisie). Le premier échec essuyé par l'islam politique au début des années quatre vingt dix provenait de son impossibilité d'accéder aux commandes de l'État par des moyens légaux ou non. Le deuxième échec apparaît beaucoup plus profond, durable sinon irréversible, car il sanctionne, aux yeux d'une majorité de l'opinion et des appareils d'État, une incapacité chronique à gérer les affaires publiques et un projet idéologique à la fois liberticide et destructeur pour l'unité nationale. Les dirigeants d'En Nahdha et des Frères musulmans, auto abusés par un sentiment de supériorité lié à leur histoire et à leur référent religieux, ont perdu leur virginité politique. Mais plus important, ils se voient accusés d'avoir repris à leur compte les pratiques les plus contestables des régimes précédents, tout en s'attaquant à des fondamentaux institutionnels, nationaux et sociétaux qui constituent tant bien que mal le socle commun de chacun de ces pays. Enfin, la stratégie du *tamkin*, c'est-à-dire de prise de contrôle de l'État, propre à l'ensemble des partis islamistes de la région, s'est heurtée – notamment en Égypte – aux structures de l'« État profond » qui y font barrage, mais aussi aux sociétés civiles qui se sont senties trompées.

Dossier stratégique

Un tel échec aura sans nul doute des répercussions profondes dans le monde arabe et au-delà (si l'on en juge notamment par l'extrême virulence avec laquelle le gouvernement AKP d'Ankara continue à dénoncer le renversement du gouvernement Morsi). On ne peut cependant conclure à la disparition de cette mouvance, qui reste malgré tout le courant politique le mieux structuré face à une offre politique restante divisée, éclatée, et peu consistante sur le plan des idées comme des programmes. On peut de ce fait imaginer à l'avenir des formations islamistes autorisées, conservant une assise électorale assez confortable et une implantation sociale conséquente, fonctionnant le cas échéant comme une sorte de contre pouvoir, mais tenu à l'écart de l'« Etat profond » (selon un schéma rappelant celui des partis communistes d'Europe occidentale durant la guerre froide), à l'instar de ce qui existe en Jordanie ou au Maroc. L'autre conséquence d'une telle évolution est que les autres courants du champ politico-religieux peuvent tirer profit du déclin ou de l'affaiblissement de l'islamisme politique. Cela concerne au premier chef les salafistes, à condition que ces derniers ne rééditent pas les erreurs de la mouvance Frères, mais aussi, de manière plus préoccupante dans le contexte actuel, les groupes jihadistes que l'on voit actuellement à l'œuvre sur le terrain dans l'ensemble des pays touchés par les révolutions arabes, que ce soit Ansar Charia en Tunisie et en Libye, Jabhat al Nusra et le Front Islamique en Syrie, ou bien Ansar Bayt al Maqdis dans le Sinaï.

Un point important, quoique rarement évoqué, mérite d'être signalé. A partir de la forte polarisation qui départage les opinions autour des questions identitaires et du référentiel religieux, un débat autour de la question du lien entre politique et religion commence à se développer, notamment à partir de la Tunisie, qui confirme décidément son rôle pionnier pour les innovations sociétales. Le simple fait qu'une telle question, d'une sensibilité extrême, puisse être posée et discutée sur la place publique (ce qui ne s'était jamais produit auparavant dans le monde arabe contemporain) pourrait être le prélude à une réflexion en profondeur sur le devenir de l'Etat et de la société dans l'ensemble de la région.

Un maintien précaire des équilibres stratégiques sur fond de fragilisation des constructions étatiques et nationales

Hormis la reprise du dialogue entre l'Iran et les Etats-Unis, évènement majeur mais depuis longtemps considéré comme inévitable à terme, existe-t-il des signes annonciateurs que la région ANMO est désormais le théâtre d'un « grand jeu » qui bouleverserait, dans la lancée des révolutions arabes, les systèmes d'alliance et les équilibres régionaux ? On est pour le moment tenté de répondre par la négative. En effet, l'année 2013 a confirmé que seules les insurrections libyennes et syriennes ont pour le moment des conséquences stratégiques - et fort préoccupantes - au niveau régional. Pour essayer de comprendre ce contexte particulier, plusieurs constats s'imposent :

- Les grands Etats arabes apparaissent de moins en moins en mesure de peser directement sur le cours des évènements. C'est le cas de l'Egypte, qui en dépit de sa taille et de son potentiel militaire, se trouve dans une situation accrue de dépendance économique et hydrique vis-à-vis de l'extérieur. L'Irak, malgré l'importance de ses ressources pétrolières, apparaît autant faible institutionnellement que fragmenté par des antagonismes sectaires, et subit de plein fouet les répercussions de la crise syrienne. Quant à l'Arabie saoudite, les évènements de ces dernières années confirment sa vulnérabilité quasi structurelle face à des évolutions qu'elle peine à maîtriser, sachant que ses initiatives visant à reprendre la main finissent généralement par se retourner contre elle. On n'évoquera pas le Qatar, considéré jusqu'à tout récemment et abusivement comme le *deus ex machina* des transformations d'un monde arabe soumis à son entretient médiatico-diplomatique et ses colossales ressources financières.
- De la même manière, les acteurs internationaux, à commencer par le premier d'entre eux, les Etats-Unis, n'ont plus guère de prise sur les grands dossiers régionaux et cela est particulièrement frappant là où les situations sont les plus corrosives (Libye, Syrie, Irak, conflit israélo-palestinien).
- Les rapports de force s'exercent désormais majoritairement au sein des Etats eux-mêmes et les menaces proviennent bien davantage de clivages et de tensions intérieures que d'éventuelles visées territoriales ou idéologiques de la part des pays voisins. En fin de compte, ce sont moins des Etats forts - Iran excepté - que l'on craint, mais des constructions étatiques et nationales affaiblies et disloquées par des

Dossier stratégique

forces centrifuges dont les effets délétères se répercutent sur la stabilité régionale. En revanche, les appréhensions suscitées par un Iran investi du rôle de puissance régionale qu'il peut à bon escient revendiquer ne doivent pas être considérées comme l'unique facteur de mobilisation et de division dans le monde arabe. Au-delà d'une rhétorique alarmiste, les perceptions sont souvent plus nuancées qu'il n'y paraît, et cela est particulièrement visible chez les petites monarchies du Golfe.

A partir de ces constats, la tentation pourrait exister, notamment de la part de la communauté internationale, de considérer que les tensions et les conflits actuels – si l'on exclut le dossier du nucléaire iranien – relèvent davantage du *soft power* que du *hard power*, et peuvent donc faire l'objet d'une sorte de *containment* de façon à ce qu'ils ne nuisent pas aux intérêts directs des grands acteurs. Ce serait oublier que les abcès de fixation comme la crise syrienne, le conflit israélo-palestinien ou la guerre civile qui se poursuit en Irak, ne doivent pas être laissés à eux-mêmes sous peine de les voir ressurgir inopinément avec d'éventuels effets dévastateurs pour la stabilité régionale et la sécurité internationale.

Vers un Moyen-Orient à géométrie variable

Par Pierre Razoux, Directeur de recherches à l'IRSEM, auteur de La guerre Iran-Irak : Première guerre du Golfe (1980-1988), Perrin, 2013.

Bienvenue dans un Moyen-Orient multipolaire constitué d'alliances à géométrie variable! Fini l'ère confortable et rassurante d'un Moyen-Orient dominé par l'alliance forgée autour des Etats-Unis d'Amérique, pour faire face au terrorisme d'Al-Qaïda, aux actions asymétriques du Hezbollah et du Hamas, et aux Etats tribulions, qu'il s'agisse de l'Irak du défunt Saddam Hussein, de la Libye de feu le colonel Kadhafi, de l'Iran du tonitruant Mahmoud Ahmadinejad ou bien encore de la Syrie de l'inoxydable clan Assad. Aujourd'hui, la donne a changé. Washington et Téhéran sont en train de normaliser leurs relations, comme en témoignent les négociations bilatérales qui se sont déroulées portes fermées au sultanat d'Oman et à Genève, le coup de fil entre Barack Obama et Hassan Rohani, les accolades entre John Kerry et Mohammad Javad Zarif ou bien encore les nombreuses tribunes parues dans la presse américaine, inimaginables il y a six mois encore.

La donne a d'autant plus changé que la guerre civile se poursuit en Syrie bien au-delà de ce que prédisaient de nombreux experts, menaçant directement la stabilité du Liban et de la Jordanie. Les Etats-Unis n'ont pas jugé le dossier syrien suffisamment crucial pour intervenir militairement. La Russie, qui a réussi un coup de maître en imposant le désarmement chimique du régime syrien, multiplie les ouvertures en direction du Caire et ramène ses navires de guerre en Méditerranée orientale. L'Arabie saoudite a refusé son siège au Conseil de sécurité de l'ONU et se détourne de plus en plus ouvertement de Washington, pour se tourner vers Islamabad et Pékin. Le Conseil de Coopération du Golfe est plus désuni que jamais, comme en témoigne la décision d'Oman (7 décembre) de se retirer du CCG au cas où celui-ci se transformerait en une union formelle de pétromonarchies, tout comme l'accueil positif des Emirats arabes unis de l'accord intérimaire qui lie désormais l'Iran à la communauté internationale, alors-même que l'Arabie saoudite y est farouchement hostile. Les dirigeants israéliens, furieux de ce même accord, adoptent pour leur part un ton acrimonieux envers Washington et défient ouvertement Barack Obama au Congrès.

Tous ces bouleversements servent de catalyseurs à des changements structurels plus profonds amplifiés par trois facteurs : un contexte sociodémographique porteur d'instabilité intérieure ; un rééquilibrage économique en direction de l'Asie ; une ligne de fracture de l'Islam moyen-oriental entre Sunnites et Chiïtes, monarchistes et républicains, fondamentalistes et nationalistes. Pendant longtemps, dirigeants arabes et occidentaux ont opposé islamisme et nationalisme, privilégiant l'un pour mieux combattre l'autre. Il est probable qu'il leur faille désormais s'accommoder des deux. Quant aux monarches du Golfe, il est évident qu'ils sont beaucoup plus inquiets du caractère républicain du régime iranien, qui pourrait inspirer leurs propres populations, que de son credo chiïte.

Cette nouvelle donne géopolitique suppose bien évidemment que Téhéran accepte de rester en dessous du seuil nucléaire militaire et que le processus de normalisation avec les Etats-Unis ne déraile pas. Si ces deux conditions étaient réunies, elles dessineraient un Moyen-Orient à la fois plus complexe et plus fluide qui se caractériserait par trois axes d'influence appelés à se chevaucher sur certains sujets, mais à diverger sur bien d'autres.

Le premier de ces axes, dominé par Washington, relierait les Etats-Unis aux trois acteurs non-arabes du Moyen-Orient que sont la Turquie, Israël et l'Iran. L'administration américaine constate en effet que les soulèvements arabes n'ont porté aucun des fruits escomptés, alors même que Washington entend bien rester présent au Moyen-Orient pour défendre ses intérêts cruciaux qui peuvent se résumer en trois points : assurer la liberté de circulation maritime dans l'ensemble de la région, notamment au niveau du canal de Suez et des détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb ; garantir la survie d'Israël ; tenir la péninsule arabique pour convaincre la Chine que les Etats-Unis pourraient, en cas de crise grave, lui couper une partie importante de ses approvisionnements énergétiques. Chuck Hagel, secrétaire à la Défense, a réaffirmé avec force cet engagement lors de la conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Manama les 7 et 8 décembre 2013, précisant que le Pentagone maintiendrait

Dossier stratégique

son dispositif de 35 000 hommes dans la région. Tout indique en revanche que pour gérer les crises de moindre importance, la Maison blanche compte revenir aux recettes éprouvées des années 1970, lorsque les Etats-Unis s'appuyaient sur Ankara, Tel-Aviv et Téhéran, tout en dialoguant avec l'Union soviétique. Aujourd'hui, les Etats-Unis discutent en tête-à-tête avec la Russie, comme le prouvent les nombreuses rencontres bilatérales entre John Kerry et Sergueï Lavrov.

Pour que cet axe ait du sens, il est indispensable que les Turcs, les Israéliens et les Iraniens se parlent pour évoquer la gestion des dossiers moyen-orientaux. C'est le cas entre Turcs et Iraniens, comme en témoigne la visite du ministre des Affaires étrangères turc à Téhéran (28 novembre 2013) pour apaiser la brouille passagère engendrée par la crise syrienne. C'est redevenu en partie le cas entre Israéliens et Turcs, grâce aux efforts de Barack Obama, même si Benjamin Netanyahu et Recep Tayyip Erdoğan ne se sont plus parlé depuis le printemps. Les généraux et diplomates turcs et israéliens ont en revanche été autorisés à renouer le dialogue, et ils ne s'en privent pas. Il ne manque donc plus qu'à l'administration américaine de convaincre les Israéliens de renouer le dialogue avec les Iraniens, même de manière informelle. Elle s'y emploie, discrètement appuyée par le Kremlin, par certains experts israéliens et par le président Shimon Pérès qui a déclaré aux médias, le 8 décembre dernier, que « l'Iran n'est pas l'ennemi d'Israël et qu'il est prêt à rencontrer le président Rohani », malgré les vitupérations du Premier ministre Netanyahu. La stratégie de la Maison Blanche et du Kremlin paraît simple : mettre le gouvernement israélien devant ses contradictions et l'isoler de manière à le contraindre à modifier son approche du dossier palestinien, ou bien du dossier iranien.

Le second axe, supervisé par Pékin, relierait la Chine, le Pakistan et l'Arabie saoudite. Les dirigeants saoudiens, qui s'inquiètent de la nouvelle stature régionale dont pourrait bénéficier l'Iran et qui ne font plus confiance à l'allié américain, se tournent ostensiblement vers le Pakistan, dont ils ont financé une partie du programme nucléaire militaire, et vers la Chine, qui est devenue leur premier client pétrolier. Ils se doutent bien que Pékin n'est pas encore en mesure de projeter ses forces dans le Golfe pour assurer leur sécurité, mais ils savent que les pétromonarchies vendront toujours plus de pétrole à l'Asie et de moins en moins aux Occidentaux. Ils sont prêts à offrir un strapontin aux Chinois dans la région, pour multiplier leurs options, notamment dans le domaine des capacités militaires. En 1988, le roi Fahd n'avait-il pas déjà acquis sa force de missiles balistiques DF-3 auprès de la Chine ? Cette évolution notable s'inscrit parfaitement dans la stratégie chinoise de contournement de l'Inde et de diversification de ses fournisseurs énergétiques.

Le troisième axe, téléguidé par Moscou, apparaît comme le plus complexe et le plus fragile. Il s'étendrait à l'Arménie, à la Syrie, à Chypre, à Israël et à l'Egypte. Ses objectifs seraient multiples : contenir la pression djihadiste en direction du Caucase, isoler la Turquie islamiste, contribuer à la défense des Chrétiens d'Orient, obtenir des bases en Méditerranée et s'imposer comme un acteur incontournable du jeu régional, tant face à Washington que face à Pékin et Téhéran. A l'exception d'Israël qui est devenu un allié objectif du Kremlin sur de nombreux dossiers, tous les Etats dépendant peu ou prou de ce nouvel axe sont affaiblis, isolés, voire marginalisés et sont tentés d'accueillir favorablement les avances de la Russie.

Quelles seraient donc les conséquences de la cohabitation de ces trois axes d'influences ? La première aboutirait à complexifier le jeu régional, car ces axes d'influence ne sauraient se transformer en alliances rigides visant à dessiner un nouveau Yalta moyen-oriental. Au contraire, cette nouvelle approche se traduirait par un paysage impressionniste et mouvant, fait de superposition de touches et de couleurs variant en fonction des sujets et des intérêts du moment. L'impression générale pourrait être baroque. L'Arabie saoudite pourrait ainsi se rapprocher de Tel-Aviv sur le dossier iranien, d'Ankara sur les dossiers irakien et syrien, de Washington sur le dossier yéménite, de Pékin sur le dossier pakistanais et de Moscou sur le dossier libanais. Cette évolution est déjà perceptible aujourd'hui. L'Egypte ne mise-t-elle pas sur Israël pour combattre les djihadistes dans la péninsule du Sinaï, sur les Etats-Unis pour garantir sa sécurité globale et sur l'Arabie saoudite pour maintenir sous perfusion son économie sinistrée ? Elle n'est pas insensible non plus au chant des sirènes russes qui lui proposent des partenariats ciblés, notamment dans le domaine militaire. Israël lui-même se retrouve aujourd'hui écartelé entre son allié stratégique américain, son allié politique allemand, son partenaire sécuritaire égyptien, ses partenaires commerciaux russes et asiatiques et même son adversaire saoudien qui lui fait comprendre qu'il partage son inquiétude à l'encontre d'un Iran réintégré dans la communauté internationale.

La seconde conséquence serait d'affaiblir un peu plus les quelques Etats du Moyen-Orient qui ne se retrouveraient pas directement affiliés à l'un ou l'autre de ces trois axes d'influence. Ce pourrait être le cas de l'Irak qui oscille déjà entre Washington, Moscou, Pékin, Téhéran, Ankara, Damas et Riyad. Mais aussi de la Jordanie et du Yémen, écartelés entre leurs alliances américaine et saoudienne. Ou bien encore du Liban, qui ne compte plus le nombre de ses parrains, pour ne rien dire du Koweït, de Bahreïn, du Qatar, des Emirats arabes unis et du sultanat d'Oman qui se chamaillent sur de nombreux sujets et qui regardent chacun dans des directions bien différentes. A cet égard, il convient de souligner la valeur stratégique grandissante du sultanat d'Oman qui s'impose de plus en plus comme un incontournable trait d'union entre la péninsule arabique et l'océan Indien et comme le hub d'évacuation vers l'Asie des oléoducs cherchant à s'affranchir du goulet d'étranglement du détroit d'Ormuz. Les luttes d'influence s'aiguisent d'autant plus que se pose la question de la succession du sultan Qabous vieillissant qui ne laisse aucun héritier derrière lui.

Si tout indique que les Etats du Moyen-Orient disposeront à l'avenir d'une palette plus large d'options pour appréhender leurs problèmes, rien ne permet de croire qu'ils y gagneront en efficacité, car il est peu probable que les nouveaux joueurs accepteront de mutualiser leurs gains. L'Europe restant atone dans la région, tous ceux qui souhaiteront échapper à l'influence russe, chinoise, turque ou iranienne n'auront d'autre choix que de continuer à miser sur la protection américaine.

Dossier stratégique

Affaire Snowden, quels impacts stratégiques ?

Par *Alix Desforges*¹ et *Vincent Joubert*²

Le 9 juin 2013, le monde découvrait le visage d'Edward Snowden, ancien consultant de la NSA qui affirmait détenir des milliers de documents confidentiels sur les activités américaines en matière d'espionnage et de surveillance électronique. Les premières réactions des chefs d'État commençaient à affluer sur ce qui allait être le commencement d'une longue suite de révélations (qui n'est sans doute pas terminée). Cependant, les pratiques d'espionnage mises en place par la NSA y compris à l'encontre d'États alliés n'ont certainement pas été de nature à surprendre les spécialistes du renseignement et du milieu de la défense ; si ce n'est par l'ampleur de la collecte opérée par les États-Unis. D'ailleurs si dans un premier temps, les États-Unis étaient la seule puissance pointée du doigt dans les différents journaux relayant les informations détenues par Edward Snowden, d'autres États (principalement européens) ont rapidement également été mis sur le banc des accusés. Les espionnés aux réactions vertueusement indignées s'avéraient également espions. Face aux réactions plutôt timides des pays européens, les États d'Amérique latine adoptèrent une position plus dure. Le Brésil s'est notamment montré particulièrement réactif et apparaît comme chef de file de l'opposition aux pratiques américaines. De leur côté, la Chine et la Russie ont eu des positions plus mitigées et circonspectes, au moins publiquement, si l'on excepte l'asile temporaire accordé à Edward Snowden par la Russie. L'avalanche de révélations dans les médias a semblé provoquer un tsunami politique qui pourrait se traduire par de nouvelles prises de positions stratégiques notamment chez les alliés espionnés. Mais les informations portées à la connaissance du public par l'ex-consultant de la NSA sont-elles vraiment de nature à modifier les alliances et équilibres internationaux?

Nous verrons que si l'Affaire Snowden ne bouleversera probablement pas les grands équilibres mondiaux, elle peut quand même avoir ponctuellement des conséquences dans des domaines stratégiques notamment dans des dossiers relatifs au développement de l'internet. Car l'Affaire Snowden, au-delà des simples révélations, a soudainement mis en lumière une large palette des enjeux liés au cyberspace: de la protection des données personnelles à l'utilisation de cyberattaques par les armées en passant par la gouvernance de l'internet et les questions d'équilibre entre libertés individuelles et besoins relatifs à la sécurité. Elle a également montré que les États-Unis en ont saisi toute la mesure.

Affaire Snowden : Tournant stratégique ou tsunami médiatique?

Depuis plusieurs mois la presse internationale consacre régulièrement des unes aux documents transmis par Edward Snowden révélant l'ampleur de la surveillance électronique et des capacités d'espionnage de la principale agence de renseignement américaine, la *National Security Agency*. L'affaire (désignée désormais avec un grand A) émeut un grand nombre de rédactions de par le monde, notamment dans les pays européens. Pourtant l'espionnage à l'encontre de pays alliés n'est pas nouveau mais était resté jusque-là à l'abri des regards de l'opinion publique³. La candeur des premières réactions notamment en Europe s'explique par une posture politique et attentiste. En effet, et comme l'ont révélé par la suite les documents mis à disposition par l'ex-consultant de la NSA, certains de ces pays (Grande-Bretagne, France, Allemagne) ont eux même mis en place des programmes similaires⁴ et collaboré aux programmes de la NSA notamment dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Seule l'Allemagne a publiquement fait preuve d'initiatives en dépêchant aux États-Unis une délégation chargée d'obtenir des réponses et des garanties quant aux pratiques américaines.

Les réactions les plus vives ont certainement été celles des pays sud-américains particulièrement le Brésil suite aux révélations sur l'espionnage des communications de la Présidente brésilienne⁵. Après avoir annulé une visite prévue à Washington en octobre⁶, Dilma Roussef prononce le 24 septembre un discours particulièrement offensif à l'endroit des pratiques américaines à la tribune de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Elle annonce, dans le même temps, la création d'un Internet "indépendant des États-Unis et de la Grande Bretagne"⁷: une infrastructure nommée "BRICS cable" reliant le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine et la Russie. Cette annonce s'inscrit parfaitement dans le contexte d'un changement de la politique

1. Doctorante à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8), chercheuse à la chaire Castex de cyberstratégie
2. Doctorant à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8), jeunes chercheur de l'IRSEM

Dossier stratégique

étrangère brésilienne depuis l'élection de Lula en 2002⁸. Si le Brésil est particulièrement en pointe de la contestation, d'autres pays sud-américains ont également réagi en offrant l'asile à l'ex-consultant de la NSA (Venezuela, Bolivie, Nicaragua).

La Russie où Edward Snowden a trouvé temporairement refuge, s'est depuis montrée plus discrète; à l'instar de la Chine, qui malgré un renversement de situation dans les dénonciations croissantes dont elle a fait l'objet aux États-Unis quant à ses propres pratiques d'espionnage, fait profil bas. En effet, alors que les États-Unis opèrent depuis quelques années un "repositionnement" de leur politique étrangère vers les pays asiatiques et que les échanges sino-américains sont appelés à croître⁹, la Chine a fait l'objet aux États-Unis de dénonciations de plus en plus vives depuis la fin de l'année 2012 à l'égard de ses pratiques de cyberespionnage notamment à visée économique. Ainsi comme le note Jean-François Dufour, la Chine observe un "silence stratégique" sur l'Affaire Snowden de peur de décrédibiliser le discours de l'ex-consultant qui sert les intérêts chinois¹⁰.

On peut ainsi observer que loin d'un bouleversement stratégique des alliances internationales, l'Affaire Snowden constitue le moyen de conforter ou de cristalliser des positions stratégiques déjà en marche. En effet, ni l'Europe, ni les États-Unis n'ont intérêt à voir les relations transatlantiques se dégrader; le Brésil continue de diversifier ses partenariats économiques envers les pays dits des "BRICS" et la Chine si discrète souhaite tirer avantage des révélations de l'ex-consultant de la NSA pour servir ses intérêts. Le bouleversement plus profond se situe sans doute davantage dans l'opinion publique qui a pris conscience de certains enjeux relatifs à la protection des données personnelles, de la gouvernance de l'Internet et de l'équilibre entre démocratie et surveillance alors qu'un juge fédéral vient de déclarer que la collecte des données réalisée par la NSA était "probablement anticonstitutionnelle"¹¹.

La mise en lumière d'enjeux stratégiques

Les révélations Snowden renvoient à la question de l'équilibre délicat entre le besoin de renseignement à des fins de sécurité nationale (et internationale) et la protection des libertés individuelles fondamentales.

Une analyse des politiques américaines en matière de renseignement tend à démontrer que les révélations Snowden sur les programmes américains de surveillance s'inscrivent dans une certaine continuité stratégique de la part de Washington. Les dysfonctionnements des services américains de renseignement autour des événements du 11 septembre 2001¹² ont engendré une profonde refonte des institutions de renseignement, ainsi que l'adoption d'une législation élargissant considérablement le champ d'action des services, au détriment de la protection de certains droits fondamentaux des citoyens américains et internationaux¹³. L'administration Obama a, en renforçant massivement les capacités américaines dans le cyberspace, donné aux institutions de sécurité et de défense américaines les outils permettant de procéder à la collecte de renseignements d'une manière nouvelle, tant dans sa sophistication que dans sa quantité. On peut ainsi voir l'accent mis sur le cyberspace non pas comme un tournant stratégique de Washington au détriment de la lutte anti-terroriste, mais comme une continuité de la croyance américaine dans la technologie comme outil permettant de maintenir la supériorité militaire américaine vis-à-vis des autres puissances mondiales. Cependant, les révélations sur le programme PRISM (et les autres programmes de surveillance mis en place par la NSA) affectent directement les citoyens européens¹⁴, au moment même où une proposition de directive européenne visant à renforcer la protection des données personnelles est ardemment débattue.

Ce projet de directive européenne (la *Data Protection Regulation - DPR*) prévoit un renforcement de la protection des données des citoyens européens stockées et circulant en Europe. Ce projet de directive s'inscrit dans cette volonté de l'Union Européenne de se réapproprier son espace numérique pour mieux appréhender les enjeux qui y ont trait¹⁵. La *DPR* veut renforcer les règles existantes, comme par exemple la règle du « consentement explicite », qui prévoit qu'une entreprise doit, avant de s'emparer des données personnelles d'un utilisateur, lui en demander explicitement la permission. Autre contrainte pour les entreprises, la collecte de données serait autorisée uniquement pour servir les « intérêts légitimes » de l'entreprise, dans le cadre de son activité principale. Les entreprises de plus de 250 salariées devraient ainsi

Dossier stratégique

élire un « délégué à la protection des données » pour veiller au respect de ces règles. Enfin la *DPR* réaffirme « le droit à l'oubli » sur la diffusion involontaire de données affectant la réputation d'un individu. En cas d'infraction, l'amende prévue est de 2% du chiffre d'affaires global de l'entreprise fautive. Si la *DPR* s'inscrit dans une volonté de protection des individus et de leurs données personnelles, les entreprises dont l'analyse et l'exploitation de ces données constituent les principales sources de revenu n'apprécient guère le projet et l'ont fait savoir. La plupart des entreprises concernées sont américaines (Google Inc., Facebook, Yahoo!, eBay, Amazon, Apple, Microsoft, etc.) et dénoncent une nouvelle forme de « barrières non tarifaires » qui serait une forme dissimulée de « protectionnisme commercial ». Or, les données personnelles des utilisateurs européens représenteraient selon une analyse une manne de 315 milliards de dollars pour les entreprises concernées – autant de manque à gagner pour les entreprises américaines. Ces entreprises ont ainsi dépêché une armada de lobbyistes professionnels afin de convaincre une majorité de députés européens au pire d'amender le projet de directive, au mieux de le faire retirer. Le travail de lobbying déployé est d'une ampleur colossale, et 4000 amendements ont déjà été déposés (dont certains entièrement rédigés par les services d'entreprises américaines et envoyés en l'état par des députés européens peu regardants)¹⁶.

Les déclarations des multinationales directement concernées par les révélations Snowden semblent dès lors paradoxales : d'un côté elles demandent une profonde réforme des méthodes de renseignement américaines pour préserver « la liberté » (*freedom*) des utilisateurs, accusent le gouvernement de nuire à leurs intérêts commerciaux en dégradant la confiance des citoyens dans les produits et services qu'elles proposent¹⁷, et de l'autre elles contestent la *DPR*, qui veut renforcer la protection des données personnelles des utilisateurs. Pourtant, les révélations Snowden et les maigres assurances fournies par les entreprises impliquées ont semble-t-il eu un impact quant à l'avenir de la *DPR* ; en effet, le Parlement européen a voté à une écrasante majorité pour le remplacement de la directive existante sur la protection des données personnelles, donnant le feu vert à l'adoption de la *DPR*, avec des amendements directement liés aux révélations Snowden¹⁸. Même si le texte proposé n'est pas le texte définitif, le vote est fixé pour avril 2014. Cependant, même si le texte de la *DPR* est adopté, les gouvernements européens mènent une politique réaliste : lorsque les révélations Snowden ont éclaté, l'UE et les Etats-Unis étaient en pleine négociation sur le traité de libre-échange transatlantique, et les demandes de suspension des négociations au vu des révélations sont restées lettre morte, les négociations se sont poursuivies¹⁹.

En définitive, les révélations Snowden sur les programmes de surveillance des Etats-Unis ont surtout surpris par leur ampleur et leur sophistication. Leur ampleur d'abord, car si l'espionnage est pratiqué par tous les gouvernements, peu récoltent autant de données que les programmes de surveillance américains le permettent. Tous les systèmes d'information et de communication sont ciblés, afin de collecter le plus de données possible (ce qui soulève des doutes sur la capacité de traitement d'une telle quantité de données pour en extraire des renseignements pertinents). Leur sophistication ensuite, car les techniques employées par la NSA permettent de collecter des données sur des réseaux, systèmes d'information, ou matériel de toute nature, même les plus sensibles²⁰. Toutefois, malgré cela, les réactions politiques, en Europe en tout cas, ont été plus que modérées.

Cela s'explique par le fait que, d'une part, les Etats européens disposent eux-aussi de programmes de surveillance nécessaires à la sécurité et à la défense du territoire, certes pas comparables à ceux de la NSA. En attirant trop l'attention sur ces sujets, les États pourraient voir leurs propres programmes se trouver dans le viseur de la société civile²¹. D'autre part, la collaboration entre les Etats européens et les Etats-Unis sur les questions de sécurité et de défense est nécessaire. Si ces collaborations bilatérales ne seront vraisemblablement pas remises en question par les révélations Snowden, Washington doit impérativement regagner la confiance de ses alliés en Europe. Ce travail sera long et laborieux, mais il est déjà en marche²².

Il reste à voir dans quelle mesure, sur le long terme, les relations transatlantiques seront affectées par les révélations Snowden, notamment en matière d'acquisition de technologies de l'information et de communication, de certification de produits, ou encore en matière de cryptographie à clé publique.

Dossier stratégique

Notes de bas de page :

3. Ou a été plus subtilement dénoncé au travers de fuite dans la presse.
4. Même si leur ampleur n'est certainement pas la même que ceux de la NSA dont les moyens techniques, humains et financiers sont conséquents. Pour rappel, la NSA disposerait d'un budget de 10,8 milliards de dollars (Source : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/08/29/espionnage-le-budget-noir-des-etats-unis-rendu-public_3468693_3222.html).
5. http://www.lemonde.fr/technologies/article/2013/09/02/affaire-snowden-les-presidents-mexicain-et-bresilien-espionnes_3469581_651865.html?xtmc=nsa_bresil&xtcr=44
6. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/09/18/dilma-rousseff-annule-une-visite-d-etat-a-washington_3479697_3222.html?xtmc=nsa_bresil&xtcr=39
7. <http://www.globalresearch.ca/the-brics-independent-internet-in-defiance-of-the-us-centric-internet/5350272>
8. **Robert Muggah and Eduarda Passarelli Hamann**, « Le Brésil et sa généreuse diplomatie : un dragon amical ou un tigre de papier ? », *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* [Online], 3 | 2012, Online since 03 April 2012, connection on 19 December 2013. URL : <http://poldev.revues.org/955> ; DOI : 10.4000/poldev.955
9. Jean Loup Samaan, "A l'heure du "pivot" américain dans le Pacifique", *Mondes émergents, Asie*, La Documentation Française, Paris, 2013
10. http://www.huffingtonpost.fr/jean-francois-dufour/affaire-snowden-chine_b_3454757.html
11. <http://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-l-espionnage-de-la-nsa-illegal-selon-la-justice-americaine-56012.html>
12. Voir les constats de la *9/11 Commission* dans son rapport officiel, et la littérature fournie sur le sujet.
13. Suite aux événements du 11 septembre 2001, l'administration Bush a créé le *Department of Homeland Security* par le *Homeland Security Act(2002)*, en charge de la sécurité du territoire national américain, ce qui a constitué le plus grand remaniement des institutions fédérales depuis le *National Security Act (1947)*. La création de ce ministère fait suite à l'adoption du *USA Patriot Act (Patriot Act)* de 2001, qui a pour but *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act of 2001*. Cette loi, très controversée, a été amendée à plusieurs reprises mais reste toujours en vigueur. Une autre loi, le *Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA)* dispose l'étendue des activités fédérales en matière de renseignement dirigé vers l'extérieur du territoire américain ; la controverse concernant cette loi tient aux dispositions larges que le gouvernement accorde pour espionner des ressortissants étrangers.
14. « *The US Surveillance programs and their impact on EU citizens' fundamental rights* », note du Directorate General for Internal Policies - Policy Department C: Citizens' Rights and Constitutional Affairs - Civil Liberties, Justice and Home Affairs, Septembre 2013.
15. Plusieurs initiatives vont dans ce sens : le « *Digital Agenda for Europe* » dans le cadre de la politique économique et sociale « *Europe 2020* », le rapport de la sénatrice C. Morin-Desailly « *Union Européenne, colonie du monde numérique ?* », et plus récemment « *Cybersecurity Strategy of the European Union: An Open, Safe and Secure Cyberspace* ».
16. Yves Eude, « Très chères données personnelles », *Le Monde*, 2 juin 2013.
17. « *Twitter, Facebook and more demand sweeping changes to US surveillance* », *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/world/2013/dec/09/nsa-surveillance-tech-companies-demand-sweeping-changes-to-us-laws>
18. « *Twitter, Facebook and more demand sweeping changes to US surveillance* », *The Guardian*, <http://www.theguardian.com/world/2013/dec/09/nsa-surveillance-tech-companies-demand-sweeping-changes-to-us-laws>
19. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/ou-en-sont-les-discussions-sur-l-accord-de-libre-echange-transatlantique_1300944.html
20. Notamment les télécommunications de la Chancelière Allemande A. Merkel http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/11/19/nsa-angela-merkel-veut-que-toute-la-lumiere-soit-faite_3516268_3214.html?xtmc=nsa_merkel&xtcr=8
21. Comme c'est le cas pour l'article 13 de la loi de programmation militaire française, qui a prêté à discussions. http://www.lemonde.fr/international/article/2013/12/10/adoption-definitive-de-la-controverse-loi-de-programmation-militaire_3528927_3210.html
22. Entretien avec un spécialiste des questions de cybersécurité françaises et européennes.

Portrait du mois



Hommage à Jean-Claude Sergeant

Né en 1943, Jean-Claude Sergeant nous a quittés le 26 février 2014. Ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan, agrégé d'anglais, docteur d'État, ancien Directeur de la Maison française d'Oxford et Professeur Émérite à l'Université Paris III Sorbonne nouvelle, il a façonné pendant quarante-cinq ans la recherche académique sur la civilisation britannique en s'intéressant tout particulièrement au rôle et à la place des médias et leur impact sur la vie politique britannique.

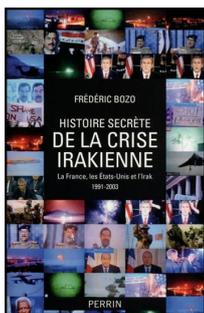
Il éclairait régulièrement l'évolution de la société britannique dans la *Revue française de civilisation britannique*, la *Revue des Deux Mondes* et *Hérodote*. Parmi les nombreux ouvrages qu'il a publiés, on peut en rappeler quatre qui font référence : *Visages de la presse britannique* (Presses universitaires de Nancy, 1987), *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher* (Presses universitaires de France, 1994), *Les médias britanniques* (Ophrys/Ploton, 2004) et tout récemment *Ethique politique et corruption au Royaume-Uni* (Presses universitaires de Provence, 2013) dans lequel il démontre que dans les démocraties occidentales, la corruption n'est qu'une composante marginale d'un phénomène plus large, baptisé *sleaze*, qui englobe selon lui l'ensemble des frasques des personnalités du monde politique dont l'amplification, ces dernières années, alimente l'apathie électorale et le populisme. Il préparait une biographie monumentale du magnat de la presse Rupert Murdoch et avait rédigé les sections consacrées aux médias et à la défense d'un manuel collectif de civilisation britannique à sortir cette année chez l'éditeur Ophrys.

Dans une seconde partie de carrière, Jean-Claude Sergeant s'était en effet spécialisé dans les questions de défense, analysant avec beaucoup d'acuité les défis, les interventions extérieures et les réorganisations successives des forces armées britanniques, ce qui l'avait amené à se rapprocher des différents centres de recherche s'intéressant aux problématiques de défense. Il participait ainsi régulièrement aux activités de l'IRSEM et intervenait régulièrement dans les médias français et britanniques. Commandeur de l'ordre des Palmes académiques, il était membre actif du RUSI, de la section française conseil franco-britannique et le président très dynamique de l'association France Grande-Bretagne. Sa rigueur académique, sa fidèle amitié et son sens de l'humour si britannique nous manqueront.

Pierre Razoux

Livre du mois

Frédéric BOZO, *Histoire secrète de la crise irakienne – La France, les Etats-Unis et l'Irak 1991-2003*, Perrin, 2013, 408 p (ISBN : 978-2-262-03123-7)



Un livre de référence fourmillant d'informations de première main ! Ce sont les mots qui viennent à l'esprit en lisant l'ouvrage passionnant de Frédéric Bozo, expert reconnu de l'histoire des relations transatlantiques et Professeur à l'université Paris III Sorbonne Nouvelle. En un prologue, sept chapitres et un épilogue, l'auteur revisite intégralement l'histoire des relations franco-américaines autour des crises irakiennes, de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août 1990, aux conséquences de l'occupation de l'Irak par l'armée irakienne, à la fin de la décennie 2000. La tragicomédie diplomatique opposant Paris à Washington à propos de l'invasion de l'Irak, en 2003, constitue bien évidemment le morceau de choix de cet ouvrage. Le récit est vivant, précis et très informé, grâce à soixante-dix témoignages d'acteurs de premier rang, mais aussi grâce à l'exploitation des archives diplomatiques, des archives de l'ambassade de France aux Etats-Unis et du fonds Jacques Chirac des archives de la présidence de la République, auxquelles l'auteur a réussi à avoir accès. On peut ainsi pénétrer la pensée des plus hautes autorités françaises et de leurs proches conseillers sur cette crise irakienne qui a défrayé la chronique. On peut revivre en même temps, de manière dépassionnée, les réactions de leurs

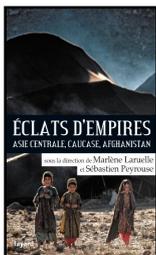
homologues américains. Cet ouvrage, qui constitue une véritable radioscopie des relations bilatérales franco-américaines pendant quinze ans, permet de comprendre le cœur du processus décisionnel, tant à Paris qu'à Washington. Frédéric Bozo explique les raisons profondes de l'invasion de l'Irak en 2003, sans jamais prendre lui-même partie. Il estime qu'il s'agit d'une décision « stratégique » qui s'inscrit dans un choix fondamental opéré sous le coup du traumatisme né de la découverte de la vulnérabilité des Etats-Unis post 11 septembre 2001, conjugué à la conviction du caractère illimité de la puissance américaine. Si l'on en croit l'auteur, le but de l'administration américaine aurait été de conduire une guerre « pour l'exemple » propre à prévenir de futures attaques contre les intérêts américains au Moyen-Orient, dans laquelle l'enjeu pétrolier et la relation complexe entre les deux présidents Bush (père et fils) n'ont constitué que des facteurs secondaires. De l'autre côté de l'Atlantique, l'attitude française aurait reflété le dilemme d'une puissance moyenne partagée entre ses principes et ses intérêts, n'ayant plus véritablement les moyens de sa stratégie. Au bilan, l'un des grands mérites de cet ouvrage consiste à mettre en parallèle

la clarté – voire la simplicité – du processus décisionnel français, face à la complexité du processus décisionnel américain. En fin d'ouvrage, Frédéric Bozo constate que ce qui caractérise le système international aujourd'hui, c'est bien la montée des puissances émergentes facilitée par le déclin relatif de la puissance américaine. Il en conclut que le XXI^e siècle ne sera pas américain. Du côté du vieux continent, il démontre que la France n'aura pas su bâtir sur son « non » à l'Amérique et n'aura pas mieux réussi à se départir de son attachement au statu quo politique au Moyen-Orient. Elle en paiera le prix lors de la crise des soulèvements arabes. Les derniers mots de Frédéric Bozo soulignent un paradoxe : dix ans après le traumatisme de la crise irakienne, les relations franco-américaines n'ont jamais été aussi étroites. On peut regretter – et c'est bien le seul bémol à cet ouvrage remarquable – que le poids et l'influence des milieux néoconservateurs français, à peine esquissés dans le récit, ne soient pas davantage détaillés pour expliquer justement les fondements de cette réconciliation franco-américaine.

Pierre Razoux

Ouvrages reçus

M. LARUELLE et S. PEYROUSE (dirs.), *Eclats d'empires : Asie centrale, Caucase, Afghanistan*, Fayard, 2013, 440 p.



La chute de l'Union Soviétique, les conflits du Caucase et notamment la guerre entre la Géorgie et la Russie à l'été 2008, ou encore l'intervention en Afghanistan ont porté ces régions à la une de l'actualité. Pourtant, l'imaginaire collectif recèle toujours de nombreux clichés. *Eclats d'empires*, rédigé sous la direction de Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, tente de dépasser une vision occidentalocentrée fondée sur les enjeux de la conflictualité.

Au travers d'une approche de sciences humaines et sociales, les 30 articles rédigés par des spécialistes internationaux de ces régions analysent les dimensions économiques, sociales, politiques, religieuses, culturelles de ces « éclats d'empires ». La problématique de l'Etat-nation au regard des migrations transnationales et de la reconfiguration des identités nationales, au même titre que celle de l'influence de la Russie, de la Chine, du Pakistan et de l'Afghanistan – en transition – sont au cœur de l'ouvrage. Qui plus est, le livre se démarque en mettant en lumière l'émergence d'un nouveau contexte culturel (voir l'étude des cinémas centrasiatiques).

Sans dénier les disparités manifestes entre ces espaces, l'ouvrage tend à établir un rapprochement entre Asie centrale et Caucase et entre Caucase et Afghanistan. En réunissant ces experts, le travail promeut la connaissance de ces régions dans un volume documenté, qui consacre le dynamisme de l'école française sur cette région.

Béatrice Guillaumin

P. PEAN, *Kosovo : une guerre « juste » pour un Etat mafieux*, Fayard, 2013, 506 p.



A la simple lecture du titre, nul doute que Pierre Péan entend ranimer la polémique qui entoure l'intervention de l'OTAN et de la communauté internationale au Kosovo à partir de 1999. D'après lui, la guerre du Kosovo n'aurait été conduite qu'à une fin précise : instituer un « Etat mafieux » dans la province.

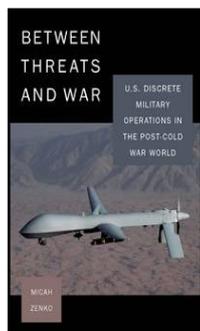
Notant que « l'intervention alliée, loin de prévenir au Kosovo une catastrophe humanitaire, l'a tout au contraire précipitée », il développe un argumentaire selon lequel les puissances occidentales ont favorisé les exactions contre les minorités (serbes et roms notamment) dès le début de l'intervention de l'OTAN. La thèse défendue ici par l'auteur révèle alors que les puissances occidentales, dans le cadre de l'administration internationale de la province, auraient couvert les crimes et exactions commis par les leaders kosovars, issus de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Cette organisation paramilitaire, qui a combattu les troupes de Milosevic pour l'indépendance de la province, est placée au cœur de l'ouvrage, Pierre Péan s'attachant à démontrer ses liens avec les Etats-Unis et la France.

L'enquête s'appuie sur un travail de terrain (au Kosovo et plus spécialement dans l'enclave serbe du Nord de la province), ainsi que sur le rapport Marty. Les documents sont déjà connus et s'appuient sur des témoignages par ailleurs controversés. Si l'auteur souligne bien le problème de la diabolisation des Serbes et de la victimisation des autres parties dans les analyses existantes, le parti pris de l'ouvrage reste fort : au travers de la charge contre le TPIY et les missions internationales (KFOR, MINUK, EULEX), Pierre Péan livre surtout un plaidoyer à charge contre les autorités militaires et politiques occidentales, davantage qu'il n'explique la complexité du Kosovo.

Béatrice Guillaumin

Ouvrages reçus

M. Zenko, *Between threats and wars, U.S discrete military operations in the post-cold war world*, Stanford Security Studies, 2010



Entre la menace et la guerre, de plus en plus de méthodes existent pour protéger un Etat des menaces extérieures et préserver sa sécurité nationale. L'évolution des menaces sur les vingt dernières années, perpétrées soit par des acteurs non-étatiques, soit par des « rogue states », c'est-à-dire des Etats-voyous, a engendré une évolution dans la réponse des autorités américaines. C'est l'objet de l'ouvrage de Micah Zenko, *Between threats and wars*, édité en 2009 par le célèbre Council on Foreign Relations.

Micah Zenko est un expert reconnu en matière de politique de défense américaine et des opérations militaires, et membre du prestigieux Council on Foreign Relations. Ces dernières années, il a concentré ses recherches sur les frappes ciblées américaines et les nouvelles modalités de la guerre américaine, comme en témoignent ses contributions sur *Foreign Affairs*, *The Atlantic*, *The Guardian* and *CFR*. Son ouvrage *Between threats and wars* s'inscrit dans cette série de publications.

Dans cet ouvrage, Micah Zenko introduit son nouveau concept de DMO, « Discrete Military Operations », qu'il définit comme "L'utilisation de force militaire cinétique pour réaliser un objectif politique ou militaire au travers d'une destruction et sans chercher à contrôler un territoire". En partant de trente-six exemples depuis les années 1990, tels que les frappes au Soudan ou au Yémen, l'auteur tente de répondre à des questions simples mais essentielles et peu traitées, qui ainsi structurent chaque chapitre de l'ouvrage : Pourquoi ces frappes ont-elles été réalisées ? Ont-elles accompli leurs objectifs politiques et militaires ? Quels éléments furent déterminants dans leurs succès ou échecs ?

Pour y répondre, ce livre largement documenté revient sur les acteurs impliqués, les divergences au sein des centres de décision et les débats préalables à l'emploi de la force. De cette manière, il permet d'évaluer la pertinence des choix des hauts responsables américains depuis vingt ans et de délivrer des recommandations pour un meilleur emploi des forces afin d'atteindre au mieux les objectifs politiques et militaires fixés.

Il ressort de l'analyse de l'auteur trois axes principaux. Tout d'abord, les divisions entre les responsables civils et militaires au sujet de l'emploi

de ces DMO constituent une préoccupation majeure de ce livre. Micah Zenko en résume les trois raisons principales, à savoir le défaut de compréhension des contraintes mutuelles entre décideurs civils et militaires, le défaut d'adaptation de la réponse militaire à la problématique politique qu'elle tente de résoudre et l'appréciation faussée des capacités de ces DMO par l'administration civile.

En effet, l'auteur approfondit tout au long de l'ouvrage les différences entre la perception des capacités de ce nouveau genre d'attaques et les résultats réellement obtenus sur le terrain. L'enquête qu'il mène permet de démontrer que seule la moitié des DMO réalisent leurs objectifs militaires, et que celles-ci rencontrent un succès mitigé dans la réalisation des objectifs politique de coercition ou de dissuasion. Cet élément constitue un apport-clé, allant à l'encontre de la vision communément admise par les responsables politiques.

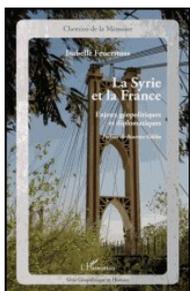
Enfin, *Between threats and wars* conclut que les raisons d'échecs de ces frappes sont souvent liées à la mobilité des cibles. Elles peuvent donc trouver une réponse dans la technologie des drones, mise en place sous la présidence de George W. Bush et fortement développée par le président Obama. Cette évolution depuis la parution du livre souligne la pertinence de l'analyse de Zenko et il serait intéressant de connaître les évolutions stratégiques dans l'emploi de ces frappes ciblées depuis lors, alors que le président Obama les a placées au centre de sa stratégie d'empreinte légère, le « light footprint ».

Micah Zenko nous livre ici une analyse étayée, claire et synthétique de l'évolution de la stratégie de défense américaine. Les limites dans l'usage fait des DMO depuis 1991 et les nombreuses recommandations formulées à l'attention des décideurs politiques font de cet ouvrage une contribution importante à la réflexion militaire sur les frappes ciblées. En outre, l'auteur encourage fortement l'adoption une vision commune civilo-militaire sur les moyens d'action et la pertinence de l'emploi des DMO. Celle-ci constitue une étape essentielle en vue du développement de la politique de Prompt Global Strike d'ici 2018.

Olivia Ronsain

Ouvrages reçus

I. Feuerstoss, *La Syrie et la France – Enjeux géopolitiques et diplomatiques*, L'Harmattan, 2013, 435 p (ISBN : 978-2-343-01716-7)

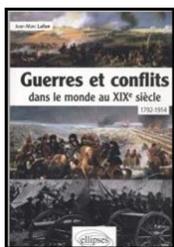


Un ouvrage imposant. C'est indéniablement ce que l'on peut dire du livre d'Isabelle Feuerstoss, chercheuse postdoctorale à l'Institut français de géopolitique (IFG), qui publie ici sa thèse de doctorat de géopolitique soutenue à l'Université Paris VIII en 2011, sous la direction du professeur Kévorkian. Le principal mérite de cette thèse est de resituer dans le temps long la géopolitique de la Syrie actuelle, en montrant l'influence de la présence française depuis l'époque du Mandat de la Société des Nations, puis la complexité des relations entre Paris et Damas perturbées à la fois par les crises régionales (Liban, Israël, Irak) et par les liens noués entre les classes politiques libanaise et française. Le chapitre consacré aux relations entre François Mitterrand et Hafez el-Assad d'une part, Jacques Chirac et Rafic Hariri d'autre part, est particulièrement éclairant. L'auteur appuie sa thèse sur une cinquantaine d'interviews, sur de multiples rapports parlementaires et sur l'exploitation systématique des archives institutionnelles du Mandat français en Syrie (conservées au Centre des archives diplomatiques de Nantes), mais aussi des archives diplomatiques françaises auxquelles elle a eu accès. De manière très académique, Isabelle Feuerstoss structure son analyse en trois parties chronologiques consacrées à l'ancrage historique des représentations franco-syriennes (centré sur la période du Mandat), puis aux relations franco-syriennes postcoloniales et enfin aux enjeux politiques, économiques et culturels (notamment la défense de la francophonie) à la veille du soulèvement syrien de 2011.

On pourrait lui reprocher de s'écarter parfois de son sujet, mais souvent, ses digressions restent intéressantes, comme celle relative à l'enlèvement du pétrole au Moyen-Orient (pp. 331-341). Son dernier chapitre décrypte les enjeux de la guerre civile et tente d'analyser leur impact sur la relation bilatérale franco-syrienne. En conclusion, l'auteur rappelle les clichés qui persistent de part et d'autre et démontre que le maintien des liens bilatéraux, y compris dans les périodes les plus tendues, résulte de l'ancrage de puissants réseaux transversaux (politiques, économiques, universitaires). Elle souligne la capacité du régime syrien à jouer de sa laïcité pour séduire une partie de l'opinion publique française en se présentant comme le meilleur rempart pour la défense des chrétiens syriens. Les 37 cartes (la plupart en couleurs) et les quelques graphes qui illustrent le propos constituent indéniablement l'un des atouts majeurs de ce livre érudit, mais néanmoins accessible, qui fourmille d'informations et offre des clés pour mieux comprendre la complexité de la guerre civile syrienne, à l'heure où la France entend contribuer activement à son règlement. On ne peut que regretter son prix (42 euros) – et par la même la politique commerciale des éditions L'Harmattan – qui risquent de décourager de nombreux lecteurs. C'est dommage, car il s'agit d'un livre que tout expert du Proche-Orient pourrait utilement posséder.

Pierre Razoux

J-M. Lafon, *Guerres et conflits au XIX^e siècle 1792-1914*, Ellipses, Paris, 2013

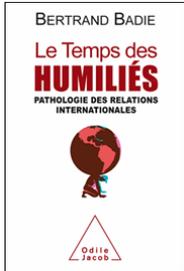


Le très long XIX^e siècle, que certains font partir de 1815 mais que l'auteur ouvre là dès 1792, donne beaucoup à voir sur les guerres, et c'est ce que nous rappelle cet ouvrage. Ce ne sera qu'aux confins du XX^e siècle, par exemple, que les combats tueront davantage les soldats pendant les guerres que la maladie. Ce siècle aura vu (à débattre, bien sûr) l'apparition de la guerre totale, de la guerre industrielle (guerres de Crimée, de Sécession, de la Triple Alliance), aura été marquée par la guerre dans la ville (la Commune), la guerre civile (américaine, ou la révolte des Taiping en Chine), la guerre asymétrique déjà (en Espagne ou dans les colonies) et bien évidemment par la Nation en armes. Un très utile rappel, bien plus que simplement chronologique.

Frédéric Charillon

Ouvrages reçus

B. Badie, *Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales*, Odile Jacob, Paris, 2014



Fidèle à sa lecture sociologique des relations internationales, Bertrand Badie fait de l'humiliation une clef de compréhension fondamentale du système international. Humiliation omniprésente dans l'histoire, principalement modelée au prisme du phénomène colonial, et aujourd'hui génératrice de dysfonctionnements dangereux car appelant en retour un « anti-système » nourri de fondamentalisme, de néo-nationalisme, en tout cas de contestation au besoin violente. Humiliation, surtout, dont l'auteur offre une typologie, nous expliquant pourquoi elle fait désormais système. L'humiliation internationale est définie ici comme « toute prescription autoritaire d'un statut inférieur à celui souhaité et non conforme aux normes énoncées » (p.13). Supériorité construite et imposée à l'autre, statut et usage du statut, sont au centre de cette analyse, qui présente l'humiliation comme bien plus qu'une simple perception psychologique, mais comme un ressort fondamental des relations internationales. A l'heure où les nationalismes resurgissent, où les sociétés s'expriment et où les institutions internationales se fissurent, cette question devient structurante. Dans son diagnostic, Bertrand Badie voit quatre types principaux d'humiliation, chacun déclinant différemment ses effets selon qu'il est exercé dans un système international structuré ou non structuré.

L'humiliation par rabaissement d'abord, qui impose au vaincu une réduction brutale de son statut de puissance (de la défaite de la Prusse à Iena en 1806 jusqu'au traitement de la Russie après 1990 ou de l'Iran aujourd'hui). L'humiliation par déni d'égalité ensuite, qui n'ouvre la vie internatio-

le à l'autre que par la petite porte, en tant que vassal ou au mieux qu'assisté. L'humiliation par la relégation, qui vise à faire descendre l'autre en « deuxième division » : on retrouve là l'idée déjà explorée par l'auteur d'une diplomatie de club, qui ne reconnaît pas aux non membres le statut d'interlocuteurs à part entière, sinon comme invités provisoires (au G20 par exemple), ou sur un strapontin (aux Nations Unies). Enfin, l'humiliation par stigmatisation, qui dénonce l'autre comme déviant, refusant en quelque sorte de reconnaître son comportement comme une stratégie réaliste ou cynique, la caricaturant plutôt comme provocation dangereuse, parce qu'irresponsable, délibérément destructrice ou irrationnelle.

Ces humiliations laissent des traces : elles forgent des leaders contestataires qui n'oublient pas les traitements subis (voir les portraits de John Kotelawala, Ho Chi Minh et bien d'autres, p.108 et sqq.). Elles développent aussi leurs réseaux, qui tissent d'étranges correspondances, à partir notamment d'institutions universitaires (comme le MIT de Boston, p.161 et sqq.). Elles provoquent des réactions, parties des sociétés souvent, récupérées parfois par des gouvernants nationalistes ou populistes. Elles dérèglent donc le système international, par défaut d'intégration conduisant à la déviance, tout comme on l'a déjà observé depuis longtemps à l'échelle de la sociologie interne. Il est donc temps, nous prévient l'auteur, de mettre en place une politique étrangère en mesure de mettre fin à cette dérive. Une politique étrangère

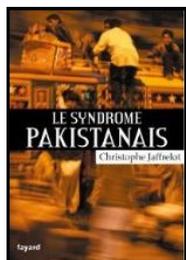
qui serait fondée sur l'altérité admise, qui serait sociale au sens où l'objectif est bien l'intégration de 7 milliards d'êtres humains, qui retrouverait enfin le chemin du multilatéralisme.

L'humiliation, qu'on ne s'y trompe pas, n'est pas l'apanage de « l'Occident ». On se souvient de Pékin, affirmant aux membres de l'ASEAN en 2010 que « la Chine est un grand pays, et les autres pays sont de petits pays ». On se souvient de Vladimir Poutine expliquant à ses invités américains, quelques années avant les événements de 2014 mais dans le droit fil de la doctrine de souveraineté limitée, que « l'Ukraine, c'est à nous [...] ne l'oubliez pas ». Mais il y a bien derrière, une réaction, des enjeux de statut et de reconnaissance. Pékin n'oublie pas les humiliations subies lors des Traités inégaux. Vladimir Poutine ne voit sans doute pas (de son point de vue certes contestable) pourquoi l'Union Européenne et Washington se permettent à Kiev ce qu'ils se garderaient bien de faire à Taipei. En érigeant l'humiliation à la fois comme effet de système et comme structurant d'un anti-système, Bertrand Badie nous rappelle que le temps des monstres froids détenteurs du monopole du jeu international est terminé, qu'avec les sociétés ce sont les valeurs, les comportements et les attitudes qui reviennent, et que du Kosovo à Sébastopol (ou de Nankin à la Mer de Chine du Sud, entre bien d'autres exemples), on est toujours l'humilié de quelqu'un.

Frédéric Charillon

Ouvrages reçus

Ch. Jaffrelot, *Le syndrome pakistanais*, Fayard, Paris, 2013



Une somme imposante sur le système politique pakistanais, qui revient d'abord, au fil d'une longue partie historique, sur la création même de l'Etat pakistanais et ses prémisses, insistant notamment sur la quête d'une nation après avoir hésité entre sécularisme (Jinnah) et islamisation (Zia). Les tensions entre Pakistanais de l'intérieur (déjà habitants de l'actuel Pakistan) et ceux qui venaient à l'inverse ont quitté l'Inde actuelle, les tensions également entre les identités provinciales (notamment Penjab, Sind, Balouchistan), sont analysées comme constitutives des dilemmes actuels. Dictature par moments, démocratie inachevée, en proie à une violence forte, avec une armée toujours omniprésente, une classe politique où les mêmes acteurs, les mêmes familles finalement liées, reviennent

sans cesse à tour de rôle, ce pays si complexe est exposé ici dans ses arcanes multiples. Le Cachemire, les territoires du nord-ouest, les régions tribales, le jeu dangereux (et en boomerang) du pouvoir avec les Talibans, l'obsession indienne, par ricochet celle de l'Afghanistan, une société civile autonome introuvable, une guerre civile qui gagne du terrain, s'imposent parmi les éléments clefs, et inquiétants, de cette histoire pakistanaise tourmentée.

Frédéric Charillon

Actualité de l'IRSEM

Visite à l'IRSEM

Le 18 mars 2014, l'IRSEM a reçu Tsilla HERSHCO, directrice de recherche à l'Institut Begin-Sadat de l'université Bar Ilan de Tel-Aviv, qui a présenté le résultat de ses recherches sur l'évaluation de la coopération de défense entre la France et Israël depuis 1993, tout particulièrement dans le domaine de l'armement.

Interventions dans les media et contributions scientifiques

- ◆ « L'Entretien d'AeroDefenseNews », interview de Aude-Emmanuelle Fleurant sur la politique américaine d'exportations d'armes, AeroDefense News n°112, 27 mars 2014, p. 6 et 7
- ◆ 23 mars 2014, *La voix du Nord*, interview de Pierre Razoux
- ◆ 20 mars 2014, revue *Challenges* : « Israël fourbit sa machine de guerre » (article de Vincent Lami-geon), Pierre Razoux, pp. 38-39.
- ◆ 7 mars 2014, *RFI*, 12h00-12h08 : « Que penser de l'interception d'un cargo iranien par des commandos israéliens en mer Rouge ? », par Pierre Razoux
- ◆ Recension du livre « Ormuz » de Jean Rolin par l'amiral Jean-François Morel in *Confluences Méditerranée* n°88 consacré à l'IRAN.
- ◆ Entretien avec l'amiral Jean-François Morel in *Vision de la défense européenne*, lettre de l'Association IHEDN-Europe n°13.

Nos chercheurs ont écrit

Sortir de la guerre, sous la direction du Pr Jacques Frémeaux et de Michèle Battesti, responsable de programme à l'IRSEM.

Publié aux PUPS avec le concours de l'IRSEM et de l'Institut universitaire de France, cet ouvrage examine comment les populations, les armées, les sociétés et les économies passent de l'état de guerre à l'état de paix. A partir d'exemples tirés de l'histoire - du Moyen-âge au génocide rwandais -, les auteurs nous disent beaucoup sur la gestion de l'après-conflit aujourd'hui.

Actualité de l'IRSEM

Bienvenue!

- aux nouvelles recrues de l'IRSEM:

- ◆ Mme **Corinne SEGUI**, Adjointe Ressources Humaines
- ◆ Mme **Claude SCHALL**, Responsable Budget/Finances

- aux Officiers de réserve de l'IRSEM:

L'IRSEM a pourvu ses deux postes d'officiers de réserve, qui consistent à effectuer des travaux par périodes au profit d'un domaine de recherche :

- ◆ **Edouard RIBES**, lieutenant dans la réserve de l'armée de l'air, qui a rejoint l'un des postes de réservistes de l'IRSEM. De formation X-Mines, Edouard Ribes est *Strategic Workforce analyst* dans une grande entreprise internationale basée dans la région de New York.
- ◆ Félicitations à **Laurent DE LA BURGADE**, qui vient d'être promu capitaine de corvette dans la réserve opérationnelle de la Marine, et qui était déjà dans l'autre poste de réserviste depuis 2011. Il exerce, par ailleurs, les fonctions de Group Export Compliance Deputy Director dans une grande entreprise internationale basée en région parisienne.

- aux post-doctorants 2014:

- ◆ **Inessa BABAN**
- ◆ **Julien MALIZARD**
- ◆ **Eric SANGAR** (IRSEM-FMSH, bourse Fernand Braudel)

Retrouvez la liste des allocataires 2014 sur notre site www.defense.gouv.fr/irsem, rubrique *jeunes chercheurs*

L'IRSEM recrute

Retrouvez les 5 postes à pourvoir sur notre site www.defense.gouv.fr/irsem, rubrique *rejoindre*.

Remerciements

L'IRSEM remercie chaleureusement le capitaine **Sandrine Van den Bussche**, experte Budget/Finances et Ressources humaines, qui a piloté avec compétence et persévérance deux facettes, très stratégiques elles aussi, du « soutien » à l'équipe de recherche.

Tout le personnel de l'IRSEM lui souhaite le succès dans une mission de grande importance au *Centre expert des ressources humaines et de la solde*, installé à Nancy.

Retour sur les manifestations scientifiques de l'IRSEM

Deux manifestations scientifiques ont marqué l'actualité récente de l'IRSEM:

- ◆ La table ronde IRSEM-SIPRI du 17 mars 2014 sur **le marché mondial des armements** et le dévoilement des données 2013 du programme *Arms Transfers* du SIPRI



Un bref compte-rendu de ce colloque figure sur notre site: www.defense.gouv.fr/irsem

*

- ◆ Le 21 mars 2014, la journée d'études IRSEM - Paris IV Sorbonne
"La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise?"



Un bref compte-rendu de ce colloque figure sur notre site: www.defense.gouv.fr/irsem

Actualité de l'IRSEM

Nous vous rappelons les parutions récentes de l'IRSEM



Notes de veille "Etats-Unis, défense et politique étrangère", N°25 février 2014
par Maya Kandel

Laboratoire de l'IRSEM n°22
Les principes fondamentaux de la pensée stratégique russe
par Elena Morenkova Perrier



Paris Paper n°9 - *Germany and War : Understanding Strategic Culture under the Merkel Government*
par Sophia Becker

Notes de recherche stratégique n°6 « La crise ukrainienne vue par les chercheurs », mars-2014



Retrouvez l'intégralité des autres numéros de *La Lettre* sur notre site: www.defense.gouv.fr/irsem



Un site de l'IRSEM a été créé sur le réseau professionnel *Linked In* :
<http://www.linkedin.com/company/1356863?trk=tyah&trkInfo=tas%3Airsem%2Cidx%3A1-2-2>

Nous vous invitons à suivre l'IRSEM sur ce réseau, en rejoignant les 1100 d'abonnés qui se sont déjà connectés, et à nous faire part de vos commentaires.